

CHIFFRES-CLÉS

DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

2017





NOUS ORGANISONS
l'ensemble des transports
en Île-de-France,



PRÉPARONS l'avenir
avec le Nouveau Grand Paris,

FAVORISONS l'accès à l'emploi
et le développement économique



et **AGISSONS** au quotidien pour la
transition énergétique et la qualité de vie,

POUR VOUS !

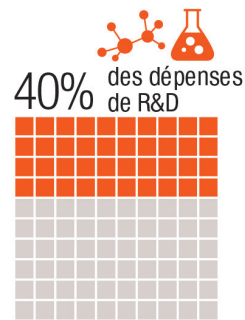
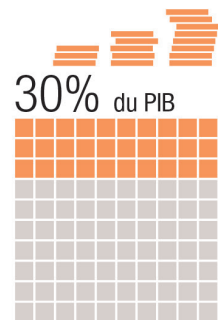
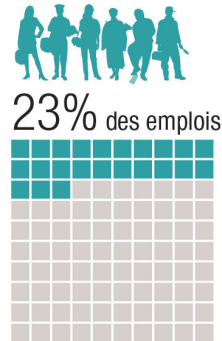
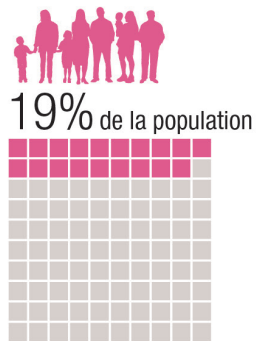
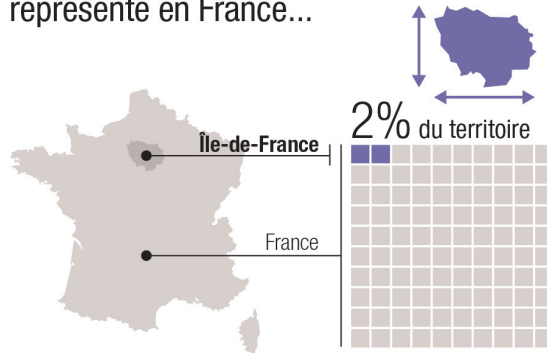


www.stif.info

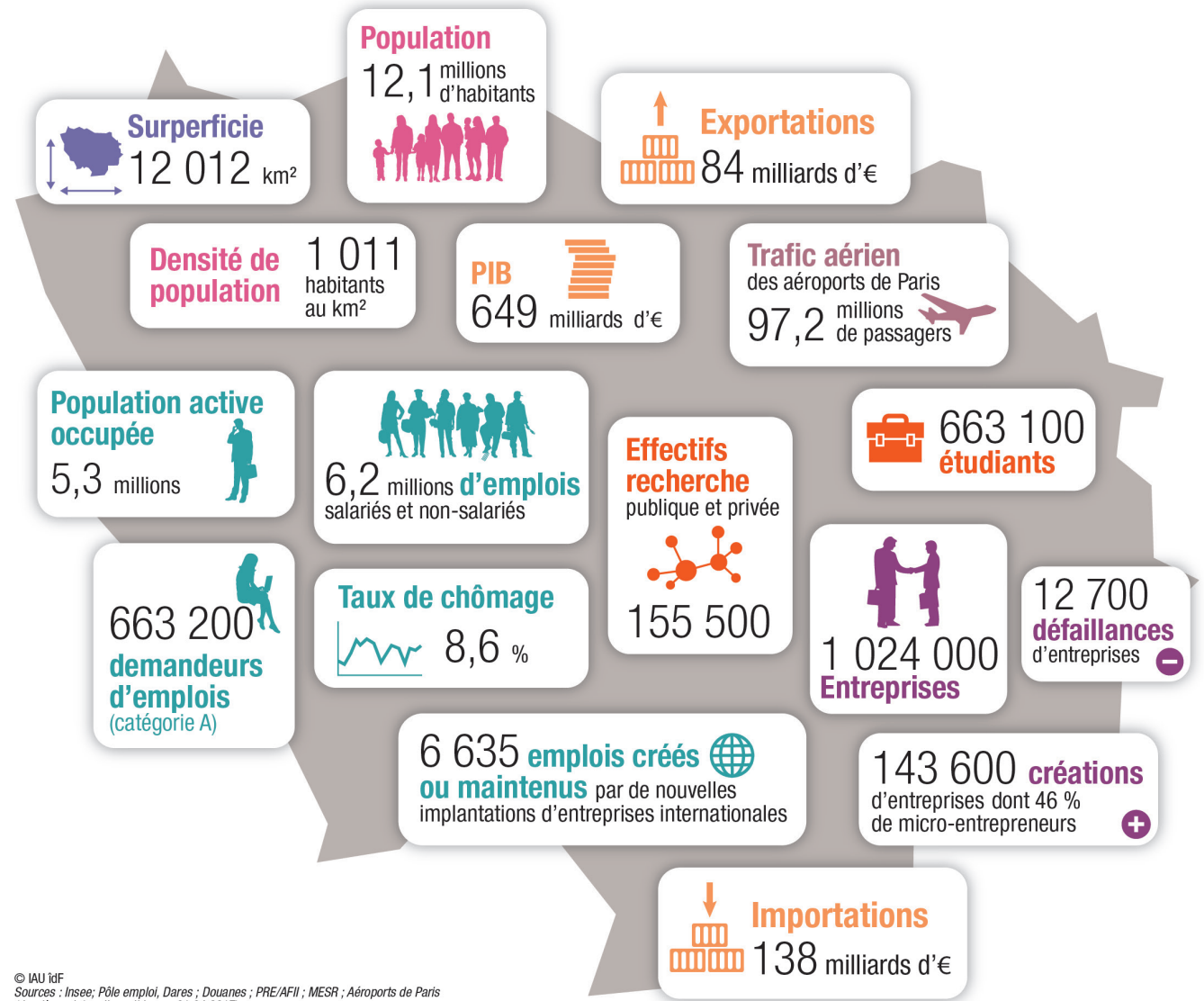
SOMMAIRE

	L'ÎLE-DE-FRANCE	2
	POPULATION	10
	ÉCONOMIE GÉNÉRALE	12
	PIB.....	12
	VALEUR AJOUTÉE.....	13
	ÉCHANGES INTERNATIONAUX.....	14
	INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS.....	15
	LES NOUVELLES INTERCOMMUNALITÉS.....	16
	BUDGET.....	18
	EMPLOI ET REVENUS	20
	EMPLOI.....	20
	CHÔMAGE.....	25
	REVENUS.....	26
	ENTREPRISES	29
	SECTEURS D'ACTIVITÉ	31
	AGRICULTURE.....	31
	ARTISANAT.....	32
	CONSTRUCTION.....	32
	COMMERCE.....	32
	LOGEMENT	34
	ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE	35
	ENSEIGNEMENT.....	35
	APPRENTISSAGE.....	37
	RECHERCHE.....	38
	IMMOBILIER D'ENTREPRISES	41
	INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS	44
	ENVIRONNEMENT	47
	TOURISME	48
	SPORT ET LOISIRS	53
	GLOSSAIRE/POUR EN SAVOIR PLUS/LIENS UTILES	56

La région Île-de-France représente en France...



Principales données économiques



© IAU îdF
Sources : Insee ; Pôle emploi, Dares ; Douanes ; PRE/AFII ; MESR ; Aéroports de Paris (dernières dates disponibles au 01.04.2017)

L'Île-de-France

Située au carrefour des échanges européens et mondiaux, l'Île-de-France est la première région économique française et l'une des premières au niveau européen. Composée de 8 départements, 1 296 communes et arrondissements, elle accueille une population de 12,1 millions d'habitants⁽¹⁾ (19 % de la population française métropolitaine), plus jeune que la moyenne nationale.

Des atouts nombreux :

- son PIB représente environ 30 % de la richesse nationale et près de 4 % du PIB de l'Union européenne, devant le Grand Londres et la Lombardie ;
- sa forte tradition industrielle se caractérise par un tissu dense de PME/PMI et un large éventail d'activités. Elle rassemble une forte densité d'entreprises technologiques (grands groupes, PME, start-ups), des pôles de compétitivité de réputation internationale et une des plus fortes concentrations scientifiques et technologiques en Europe ;
- premier bassin d'emploi européen, sa main-d'œuvre est hautement qualifiée : 37 % des cadres français. L'Île-de-France rassemble 23 % des universités françaises, 25 % des écoles d'ingénieurs (hors universités) et 22 % des écoles de commerce ;
- pour renforcer son attractivité, la région s'est dotée d'infrastructures de premier plan. Le « hub » aérien de Paris est le premier d'Europe continentale : la plupart des grandes métropoles européennes sont accessibles en moins de 2 heures de vol ;
- avec 70 ports et 6 plates-formes multimodales répartis sur 500 km de voies navigables, la région est également la deuxième plate-forme fluviale d'Europe. Ports de Paris est le premier port intérieur du monde dans le domaine du tourisme avec 8 millions de passagers transportés en 2016 ;
- ses réseaux de communication à haut débit permettent aux entreprises de bénéficier de conditions technologiques très favorables à leur essor ;



- l'Île-de-France, et plus particulièrement Paris, ville d'art, d'histoire et de culture, reste très attractif pour les touristes internationaux. Elle est, depuis plusieurs années, la première région touristique mondiale. En outre, avec 700 000 m² d'espaces d'exposition, Paris se situe au premier rang européen sur tous les critères : nombre de salons accueillis, nombre d'exposants et nombre de visiteurs pour les salons de plus de 200 exposants. Sur le marché mondial (salons de plus de 500 exposants), Paris est au premier rang en termes de nombre de salons et nombre de visiteurs et au cinquième rang en termes de nombre d'exposants ;
- Paris fait partie des deux villes candidates pour accueillir les Jeux Olympiques durant

l'été 2024. Cette candidature s'accompagne d'un plan de 43 mesures concernant les équipements sportifs, mais aussi le réseau de transport, l'accès au logement, les services publics, la lutte contre la pollution, le recyclage des déchets... Même en cas d'échec de la candidature parisienne, la plupart de ces mesures seront mises en œuvre ;

- en avril 2016, la France a déposé officiellement sa candidature afin d'accueillir l'exposition universelle de 2025. Pivot de cette exposition, le « Village global » sera installé au sein du Grand Paris, au plus près d'une nouvelle gare du Grand Paris Express, sur une surface totale de 200 000 à 300 000 m².

(1) Estimation 2016.

Les départements de l'Île-de-France en bref

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Superficie (km ²)	105	5 915	2 284	1 804	176	236	245	1 246	12 012
Population* (01.01.2017)	2 199 842	1 403 227	1 425 753	1 297 504	1 607 604	1 599 787	1 386 722	1 222 363	12 142 802
Densité de population (hab/km ²)	20 951	237	624	719	9 134	6 779	5 660	981	1 011
Établissements actifs (01.01.2015)	455 277	84 188	97 108	76 752	141 695	110 876	90 113	74 703	1 130 712
Taux de création d'entreprises (2015)	12,1	14,2	14,3	14,3	15,1	17,4	16,5	15,5	14,0

* Données provisoires.
Source : Insee

Budget du conseil régional d'Île-de-France

UN BUDGET RÉGIONAL DE 5,250 MILLIARDS D'EUROS

Le budget 2017 est un budget de relance de l'investissement qui se recentre sur les priorités des Franciliens. Il se concentre sur les transports, le développement économique et l'emploi, l'éducation, la culture, la sécurité.

RÉPARTITION DES RECETTES



* Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques

Source : Conseil régional d'Île-de-France

RÉPARTITION DES DÉPENSES



Transports et mobilités : 1 344,3 millions €
26% du budget



Environnement et cadre de vie : 346,9 millions €
7%



Économie, emploi et formation : 1 217 millions €
23%



Egalité sociale et territoriale : 276,1 millions €
5%



Lycées (personnels techniciens, ouvriers et de service inclus) : 1 092,6 millions €
21%



Administration régionale : 203,8 millions €
4%

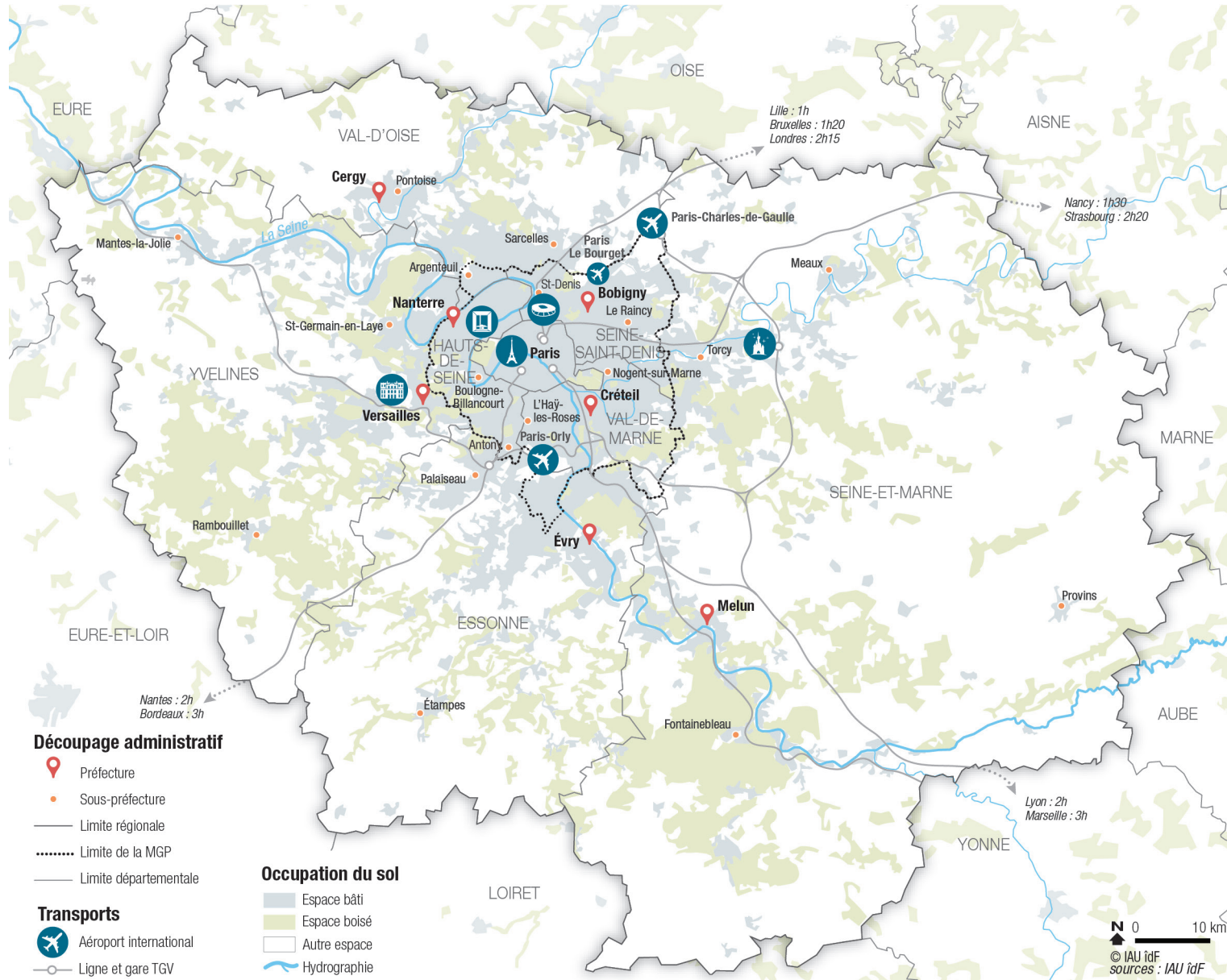


Charge de la dette : 693,5 millions €
13%



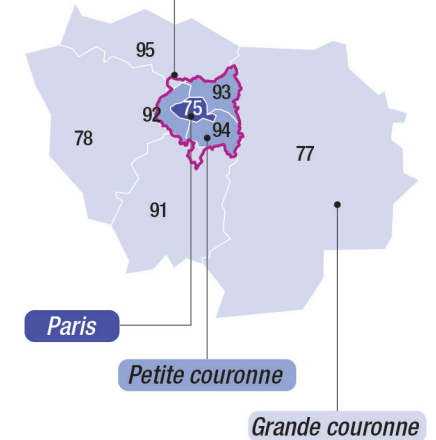
Affaires internationales et Europe : 76,2 millions €
1%

Limites administratives de l'Île-de-France



Métropole du Grand Paris

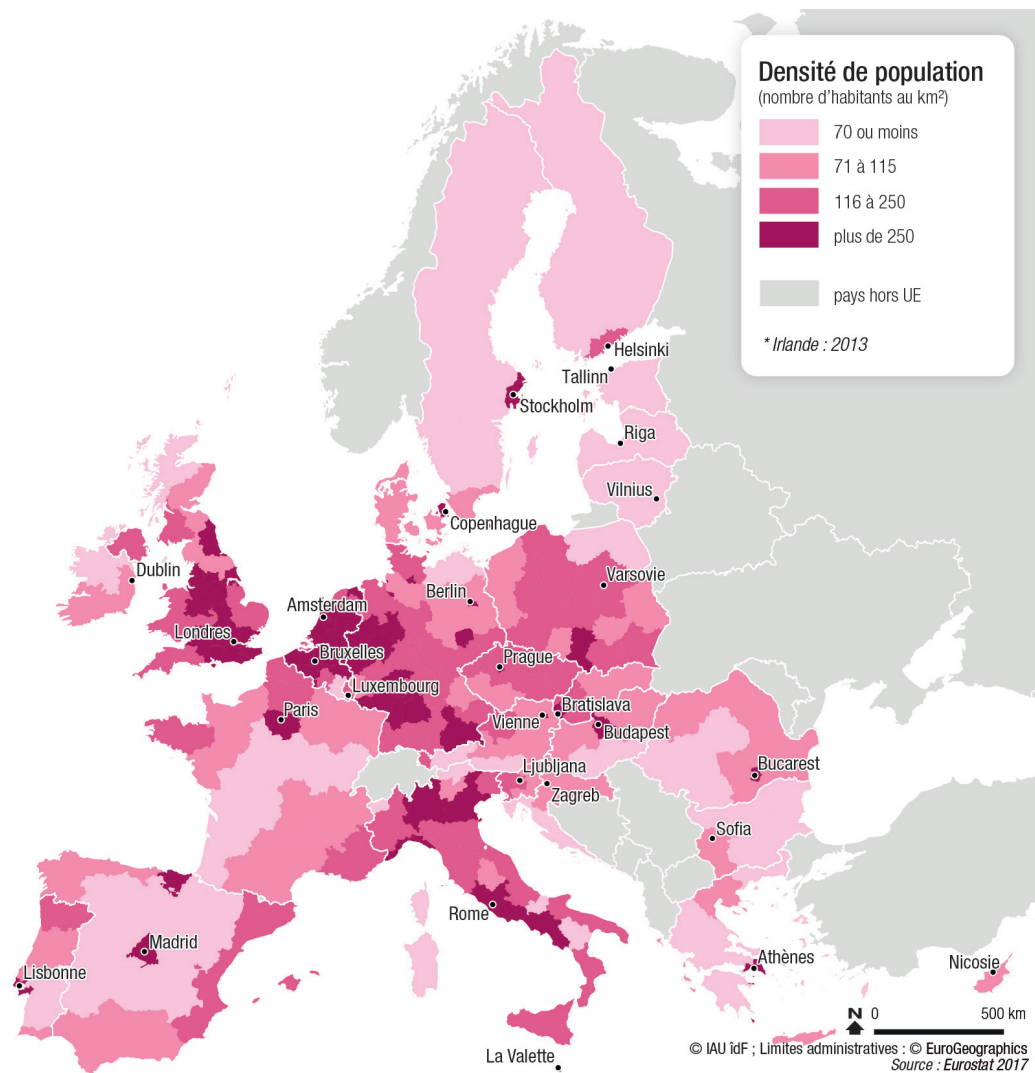
12 territoires
131 communes
7 millions d'habitants



Départements	Nombre de communes	Surface (en km ²)
75 Paris	20 arrondissements	105
92 Hauts-de-Seine	36	176
93 Seine-Saint-Denis	40	236
94 Val-de-Marne	47	245
77 Seine-et-Marne	510	5 915
78 Yvelines	262	2 284
91 Essonne	196	1 804
95 Val-d'Oise	185	1 246
Total Île-de-France	1 296	12 012



Densité de population dans les régions de l'Union européenne en 2015*



19%

de la population française métropolitaine et 2,4 % de la population de l'UE

22%

des familles franciliennes vivent dans les 5 villes de plus de 100 000 habitants (Paris, Boulogne-Billancourt, Saint-Denis, Argenteuil et Montreuil)

Fécondité : 2,01

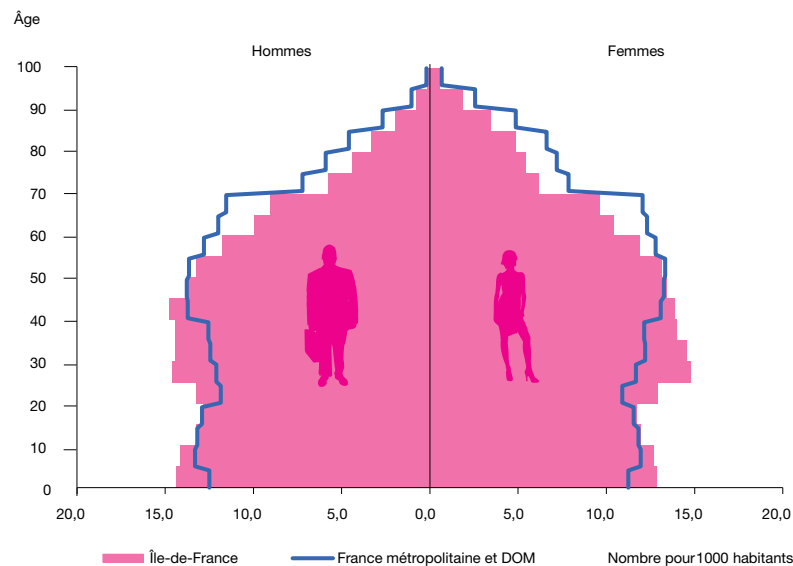
enfants en Île-de-France (la moyenne nationale est de 1,99)

Évolution de la population entre 2009 et 2014

	Superficie (km ²)	POPULATION		Taux d'évolution annuel moyen 2009/2014	Densité de population en 2014 (hab./km ²)
		2009	2014		
Île-de-France	12 012	11 728 240	12 027 565	0,5	1 001
France métropolitaine	543 965	62 465 709	64 027 784	0,5	118

Source : Insee, recensements de la population 2009 et 2014

Pyramides des âges au 01.01.2016



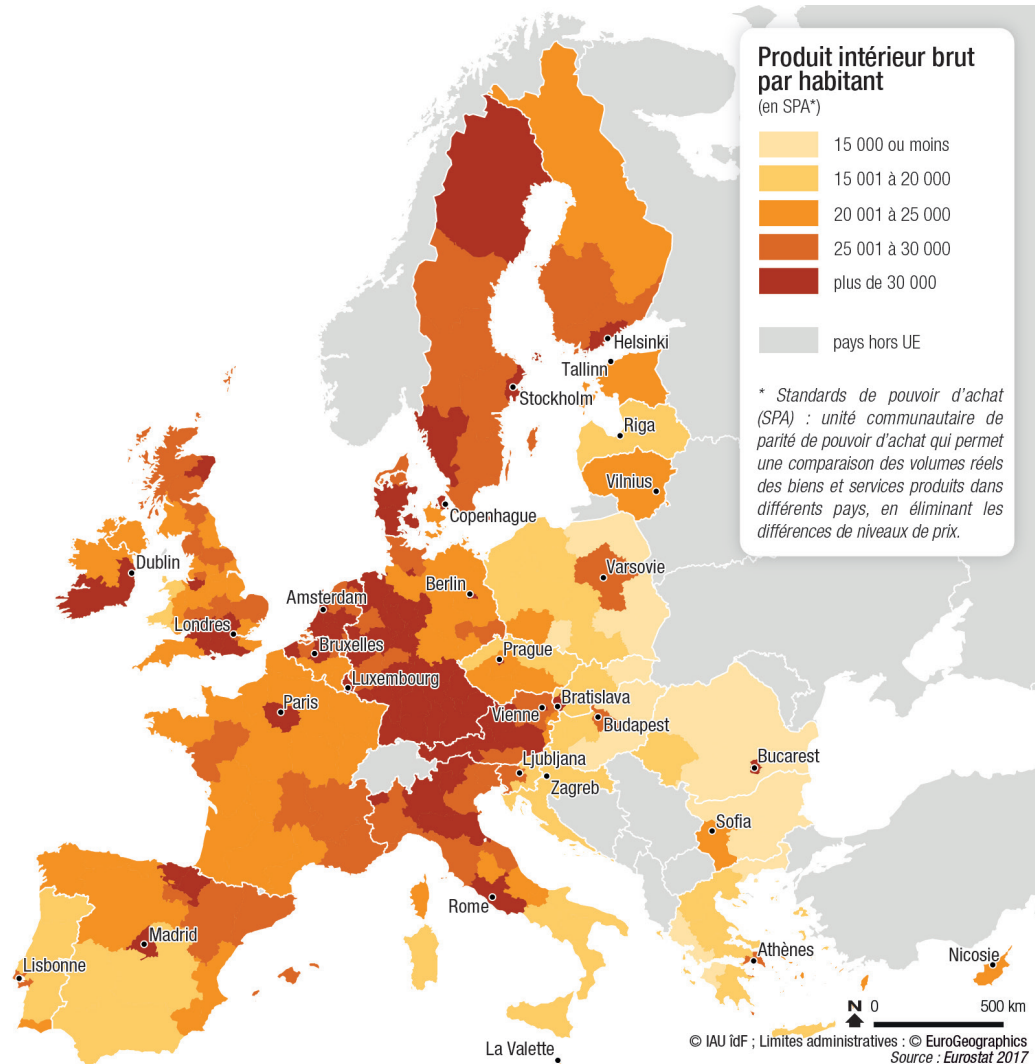
Source : Insee, estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2016)





PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

PIB dans les régions de l'Union européenne en 2014



30,9 %
du PIB métropolitain
en 2014

87,0 %
de la valeur ajoutée réalisée
par le secteur tertiaire
(78,6 % en province)

1^{re} région exportatrice
(19,1 % des exportations françaises)
et importatrice (27,2 % des importations
françaises) de biens en 2016

Produit intérieur brut en 2014

	Île-de-France	France métropolitaine	ÉVOLUTION 2014/2013	
			Île-de-France	France métropolitaine
PIB en valeur ⁽¹⁾	649 575	2 099 415	0,9 %	1,1 %
PIB par emploi ⁽²⁾	105 534	78 678	0,4 %	0,6 %
PIB par habitant ⁽²⁾	53 921	32 736	0,5 %	0,9 %
PIB en volume ⁽³⁾	627 920	2 029 426	0,4 %	0,6 %

(1) En millions d'euros courants.

(2) En euros courants.

(3) En millions d'euros constants (prix chaînés, base 2010).

Le produit intérieur brut (PIB) est ce que produit l'économie d'un pays. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques), moins les subventions sur les produits.

Source : Insee, comptes régionaux base 2010 (données 2014 semi-définitives)

VALEUR AJOUTÉE

Valeur ajoutée par branche d'activité en 2014

	ÎLE-DE-FRANCE		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
	Millions d'euros	%		%
Agriculture	569	0,1		1,7
Industrie	50 857	8,7		13,9
Construction	24 336	4,2		5,8
Tertiaire marchand	411 183	70,7		55,8
Tertiaire non marchand	94 641	16,3		22,8
Total	581 586	100,0		100,0

La valeur ajoutée est la différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production, dite des « consommations intermédiaires ».

Source : Insee, comptes régionaux, base 2010 (données 2014 semi-définitives)



ÉCHANGES INTERNATIONAUX

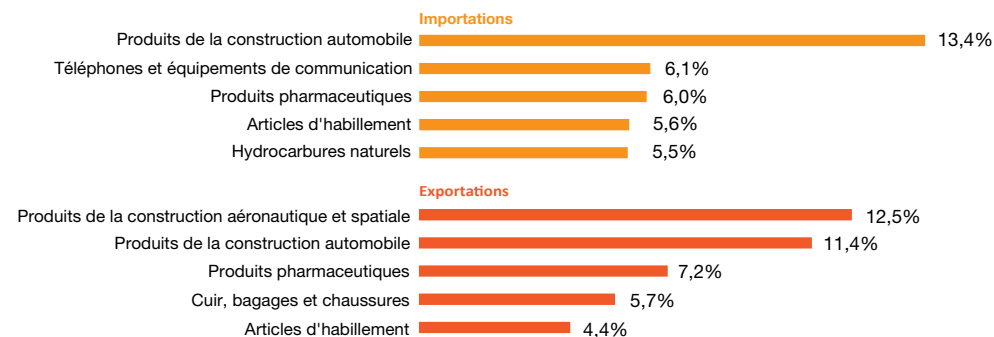
Échanges extérieurs de biens en 2016

	Montant (millions d'euros)	Évolution 2016/2015
Importations	138 117	1,1 %
Exportations	84 311	1,3 %
Taux de couverture	61,0 %	+ 0,1 point

Source : Direction générale des douanes et droits indirects

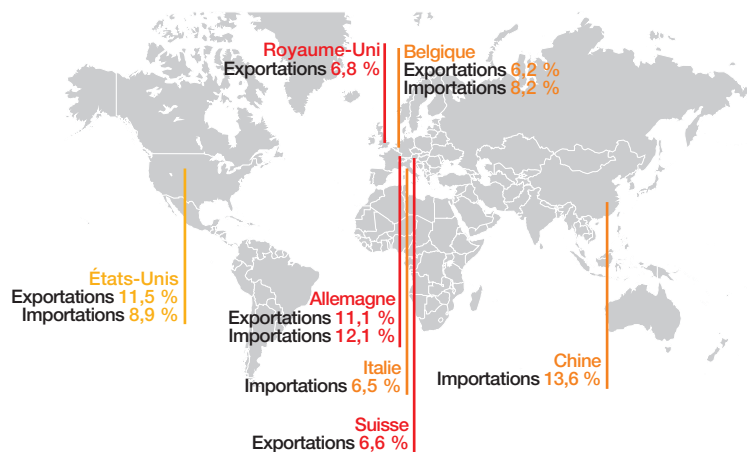


Principaux produits échangés 2016



Source : Direction générale des douanes et droits indirects

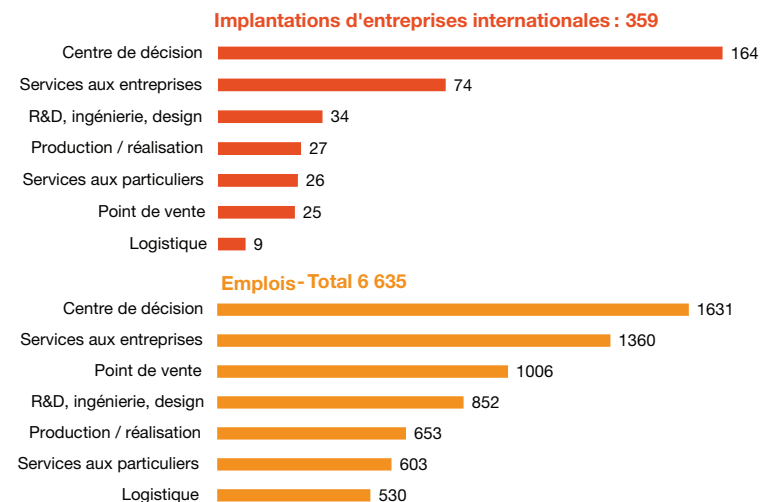
Principaux pays clients et fournisseurs en 2016



Source : Direction générale des douanes et droits indirects

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Nombre d'implantations d'entreprises internationales et d'emplois créés ou maintenus par type d'implantation en 2016



Source : Paris Region Entreprises

Principaux pays d'origine des entreprises internationales implantées et emplois créés ou maintenus en 2016

Pays d'origine	ENTREPRISES		EMPLOIS		Nombre de salariés moyen
	Nombre	%	Nombre	%	
États-Unis	77	21,4	2107	31,8	27,4
Allemagne	46	12,8	509	7,7	11,1
Italie	41	11,4	677	10,2	16,5
Japon	30	8,4	530	8,0	17,7
Royaume-Uni	22	6,1	592	8,9	26,9
Chine	21	5,8	344	5,2	16,4
Belgique	14	3,9	108	1,6	7,7
Espagne	13	3,6	291	4,4	22,4
Suisse	11	3,1	333	5,0	30,3
Canada	9	2,5	93	1,4	10,3
Suède	9	2,5	86	1,3	9,6
Pays-Bas	7	1,9	172	2,6	24,6
Tunisie	7	1,9	85	1,3	12,1
Autres	52	14,5	708	10,7	13,6
Total général	359	100	6635	100	18,5

Source : Paris Region Entreprises

Les nouvelles intercommunalités - Situation au 1^{er} février 2017

Grande entité territoriale

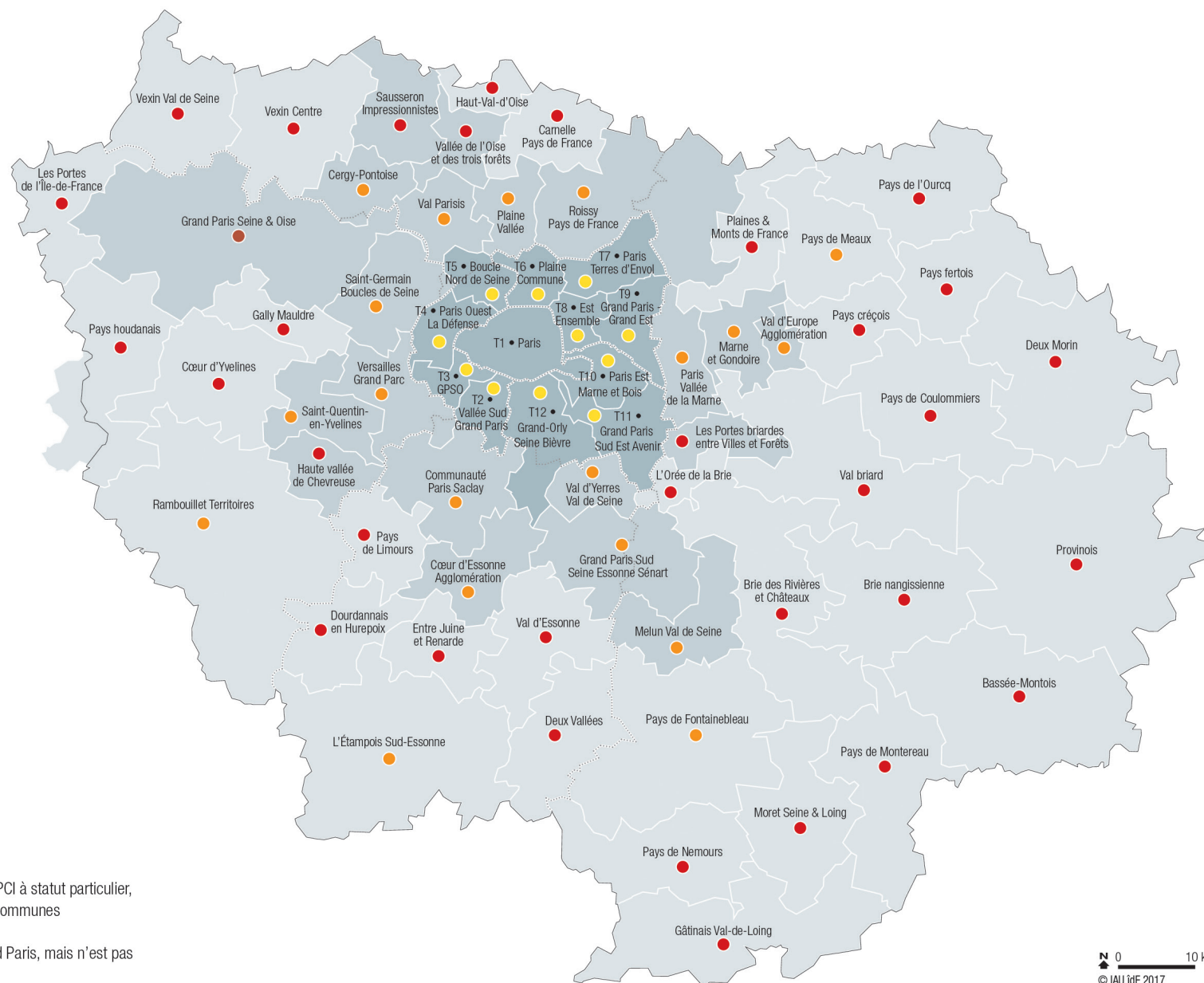
- Agglomération
Elle comprend les intercommunalités dont le siège est situé dans le périmètre de l'unité urbaine au sens de l'Insee et celles dont plus de la moitié de la population réside dans des communes situées dans ce même périmètre
- Territoires périurbains et/ou ruraux

Intercommunalité

- Métropole du Grand Paris (MGP)
- Établissement public territorial (EPT)
- Communauté urbaine (CU)
- Communauté d'agglomération (CA)
- Communauté de communes (CC)

Limite administrative

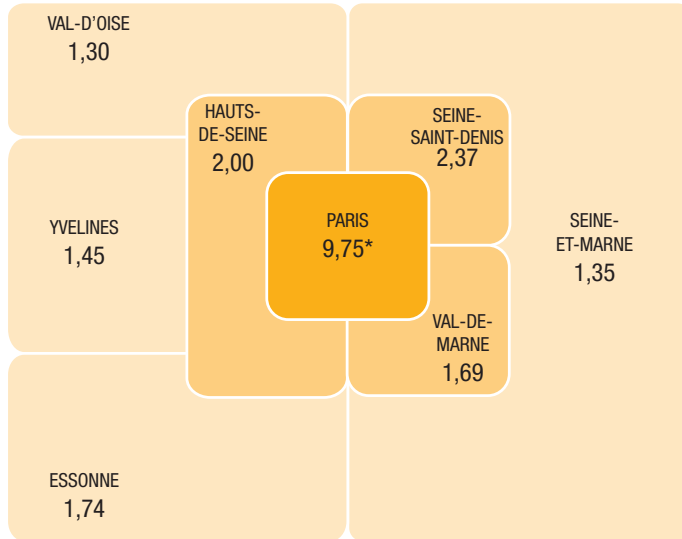
- Région
- Département



La région Île-de-France comprend **65** intercommunalités.
 Au sein de cet ensemble, la métropole du Grand Paris est un EPCI à statut particulier, dont les caractéristiques sont spécifiques. Elle regroupe **131** communes et **6 968 051** habitants.
 La ville de Paris constitue un territoire de la métropole du Grand Paris, mais n'est pas un établissement public territorial.

BUDGET

Budgets 2017 des conseils départementaux d'Île-de-France



Valeurs en milliards d'euros

* Paris étant à la fois un département et une commune, le conseil de Paris possède les attributions d'un conseil municipal et celles d'un conseil départemental.

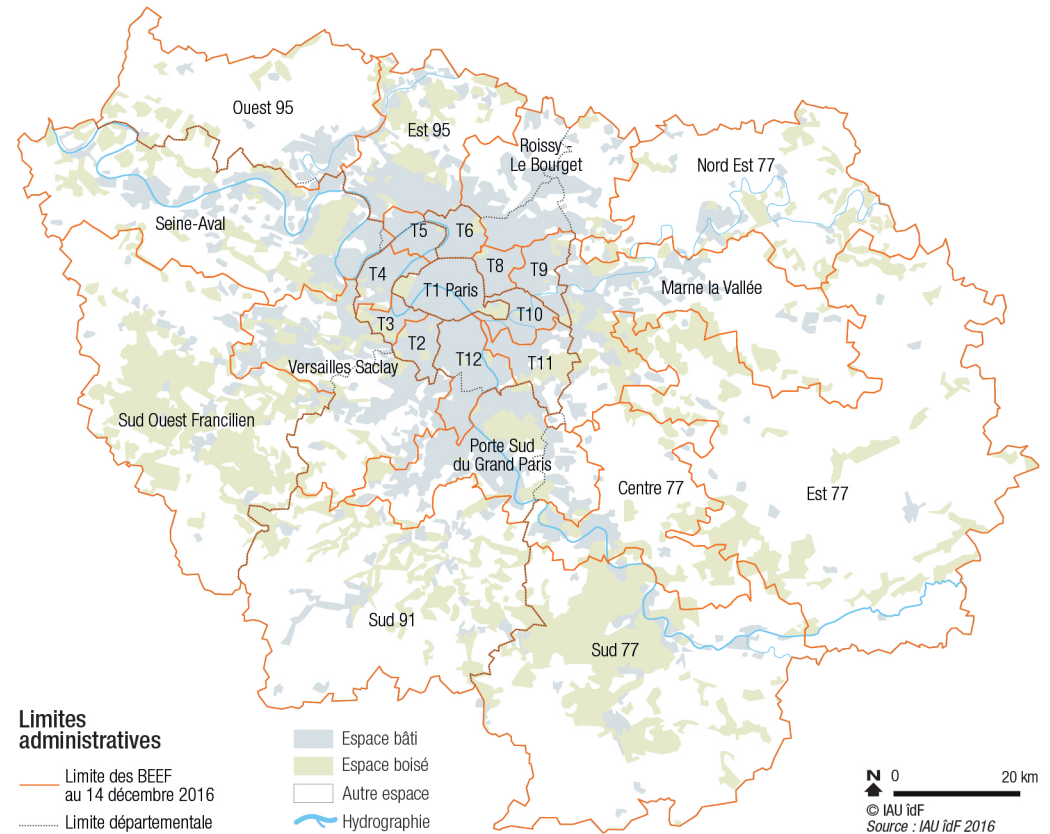
Sources : iledefrance.fr, seine-et-marne.fr, yvelines.fr, essonne.fr, hauts-de-seine.fr, seine-saint-denis.fr, valdemarne.fr, valdoise.fr

Fonds européens accordés dans le cadre des politiques de cohésion et de développement rural pour la période de programmation 2014-2020

	Objectifs du fonds	Montant (millions d'euros)
FSE (Fonds social européen)	Initiatives en faveur de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle	672
Feder (Fonds européen de développement régional)	Projets d'innovation, de développement économique et durable et de réduction des disparités régionales	185
Feader (Fonds européen agricole de développement rural)	Compétitivité des secteurs agricole et forestier, environnement et gestion de l'espace rural, qualité de vie et diversification des activités en zone rurale	58

Source : DGEFP

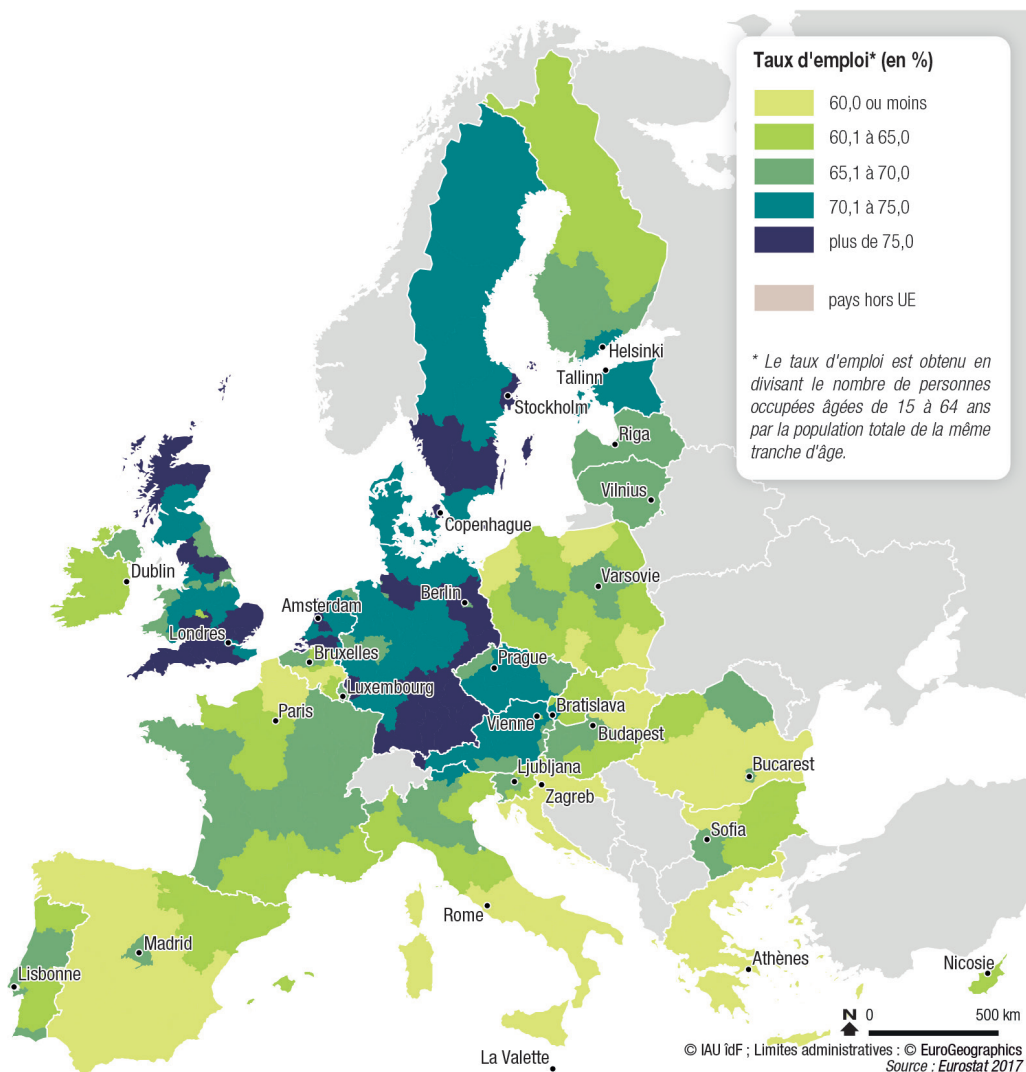
Les bassins économiques d'emploi-formation (BEEF) au 14.12.2016



Les **bassins économiques emploi-formation** (BEEF) résultent de la volonté conjointe Etat-Région de proposer une carte unique des bassins d'emploi en Île-de-France. Ils ont pour objectif la rationalisation de l'intervention publique, le renforcement de la cohérence et de l'efficacité des politiques publiques. Ces périmètres géographiques « BEEF » constituent notamment l'échelle de référence pertinente pour identifier les besoins en compétences au regard des enjeux économiques des territoires (et plus particulièrement les métiers en tension), afin de définir une offre de formation professionnelle, à la fois initiale (en particulier l'apprentissage) et continue, et d'orientation tout au long de la vie adaptée aux réalités du tissu économique et aux besoins des populations. Les découpages « BEEF » correspondent aux 24 secteurs adoptés dans le cadre du SRDEII (schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation) voté le 14 décembre 2016.



Taux d'emploi dans les régions de l'Union européenne en 2015



Taux de chômage localisé

8,7%

au 3^e trimestre 2016
(9,7 % en France métropolitaine)

971 900

demandeurs d'emploi
(catégories A, B, C)
au 31 décembre 2016

Plus de

6,11

 millions

d'emplois salariés et non salariés
au 31 décembre 2014

Structure de la population active ⁽¹⁾ en 2015 (%)

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, prof. intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Île-de-France	0,2	4,5	28,0	25,6	27,5	14,2
Hommes	0,2	6,4	32,1	22,7	15,7	22,9
Femmes	0,1	2,5	23,7	28,7	39,9	5,2
Province	2,0	6,6	14,1	24,5	28,9	23,9
Hommes	2,8	8,8	16,4	22,8	12,7	36,4
Femmes	1,2	4,1	11,5	26,4	46,6	10,2

(1) Hors chômeurs n'ayant jamais travaillé.
Source : Insee, enquête emploi en continu 2015

Taux d'activité en 2015 (%)

	Île-de-France	Province
Ensemble	61,3	55,0
Hommes	66,2	59,8
Femmes	56,9	50,5
15 à 29 ans	51,3	54,3
30 à 49 ans	89,2	88,8
50 ans ou plus	42,3	33,1

Champ : population âgée de 15 ans ou plus.
Source : Insee, enquête emploi en continu 2015

Niveau de diplôme de la population active en 2015 (%)

	Île-de-France	Province
Aucun diplôme ou CEP	13,0	12,0
Brevet des collèges	5,0	5,4
CAP, BEP	15,7	27,1
Baccalauréat	18,4	20,8
Diplôme de niv. Bac + 2	14,9	15,9
Dipl. de 2 ^e ou 3 ^e cycle univ.	33,1	18,9

Source : Insee, enquête emploi en continu 2015



Structure de l'emploi en 2015

	Île-de-France (%)	Province (%)
Hommes	52,8	52,8
Femmes	47,2	47,2
15 à 29 ans	18,9	19,0
30 à 49 ans	53,4	51,7
50 ans ou plus	27,7	29,3
Non salariés	8,8	13,0
Salariés, dont :	91,2	87,0
- Emplois précaires (CDD, intérim, apprentis, stages et contrats aidés)	10,6	14,2
- Emplois stables	80,6	72,9
Hors État et collectivités locales	64,8	55,5
État et collectivités locales	15,8	17,4
Secteurs d'activité, dont :		
Industrie	7,8	14,8
Construction	4,6	6,6
Tertiaire	85,5	74,5

Champ : emploi au lieu de résidence.
Source : Insee, enquête emploi en continu 2015

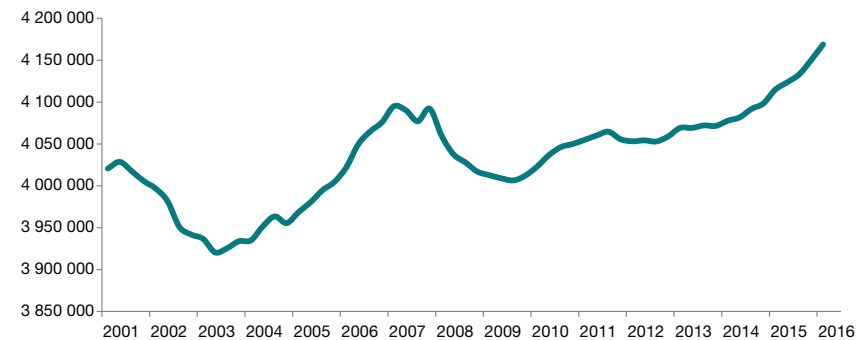


© Sophie Loubaton/TOMACCI Paris Île-de-France / Monkey Business / Fotolia

Emploi marchand privé par secteur d'activité au 3^e trimestre 2016

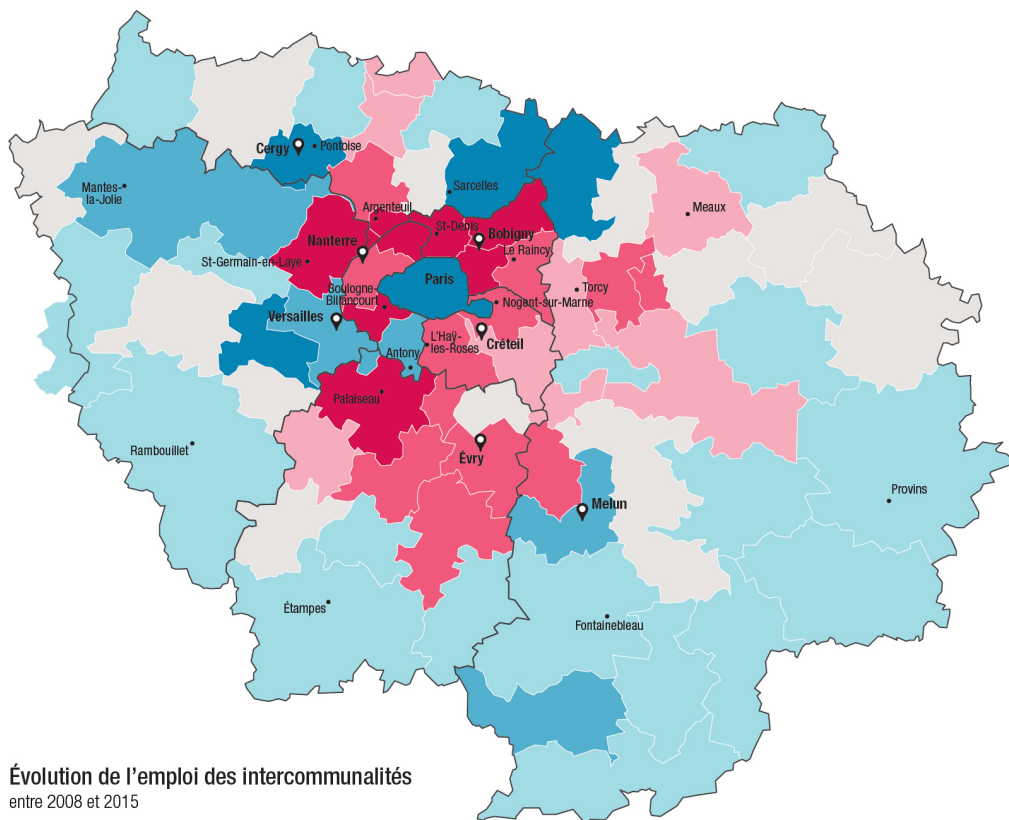
	EMPLOIS		VARIATION ANNUELLE (en %)
	3 ^e trimestre 2015	3 ^e trimestre 2016	
Île-de-France dont :	4 100 800	4 153 000	1,3
Industrie	446 600	441 800	- 1,1
Construction	265 000	266 100	0,4
Tertiaire marchand	3 389 200	3 445 100	1,6
<i>dont commerce</i>	<i>699 600</i>	<i>705 700</i>	<i>0,9</i>
<i>dont intérim</i>	<i>88 000</i>	<i>95 000</i>	<i>8,0</i>
France, dont :	15 473 500	15 653 300	1,2
Industrie	3 129 800	3 103 600	- 0,8
Construction	1 317 400	1 310 600	- 0,5
Tertiaire marchand	11 026 300	11 239 100	1,9
<i>dont commerce</i>	<i>3 018 800</i>	<i>3 044 700</i>	<i>0,9</i>
<i>dont intérim</i>	<i>566 000</i>	<i>615 600</i>	<i>8,8</i>

Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.
Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emploi

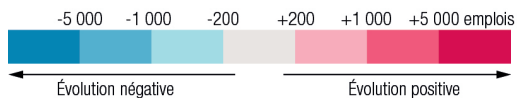
Évolution de l'emploi salarié privé entre le 4^e trimestre 2001 et le 4^e trimestre 2016

Notes : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs. Le tertiaire marchand comprend le commerce et l'intérim. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emploi

Emplois salariés du secteur privé : évolution entre 2008 et 2015



Évolution de l'emploi des intercommunalités entre 2008 et 2015



© IAU idF
Source : ACOSS 2016, traitement IAU idF

93,2 %
des emplois franciliens
sont des emplois salariés

En Île-de-France,
87,3 %
des emplois relèvent
du secteur tertiaire
(contre 78,9 % au niveau national)

L'Île-de-France représente
23,9 %
de l'emploi salarié français

CHÔMAGE

Profils de chômeurs (au sens du BIT*) en 2015 (%)

	Île-de-France	Province	France métropolitaine
Hommes	57,0	53,9	54,5
Femmes	43,0	46,1	45,5
15 à 29 ans	36,9	37,9	37,7
30 à 49 ans	43,2	42,9	43,0
50 ans ou plus	19,9	19,2	19,3
Catégories socioprofessionnelles, dont :			
Cadres	13,4	4,9	6,6
Professions intermédiaires	16,5	13,5	14,1
Employés	27,2	28,7	28,4
Ouvriers	22,0	33,7	31,4
Sans diplôme ou CEP	22,5	21,8	21,9
Brevet, CAP, BEP	25,2	36,2	34,1
Baccalauréat	18,6	21,0	20,6
Diplôme de niveau bac + 2	9,9	9,8	9,8
Diplôme de 2 ^e ou 3 ^e cycle universitaire	23,8	11,2	13,6

Source : Insee, enquête emploi en continu 2015
* Bureau international du travail

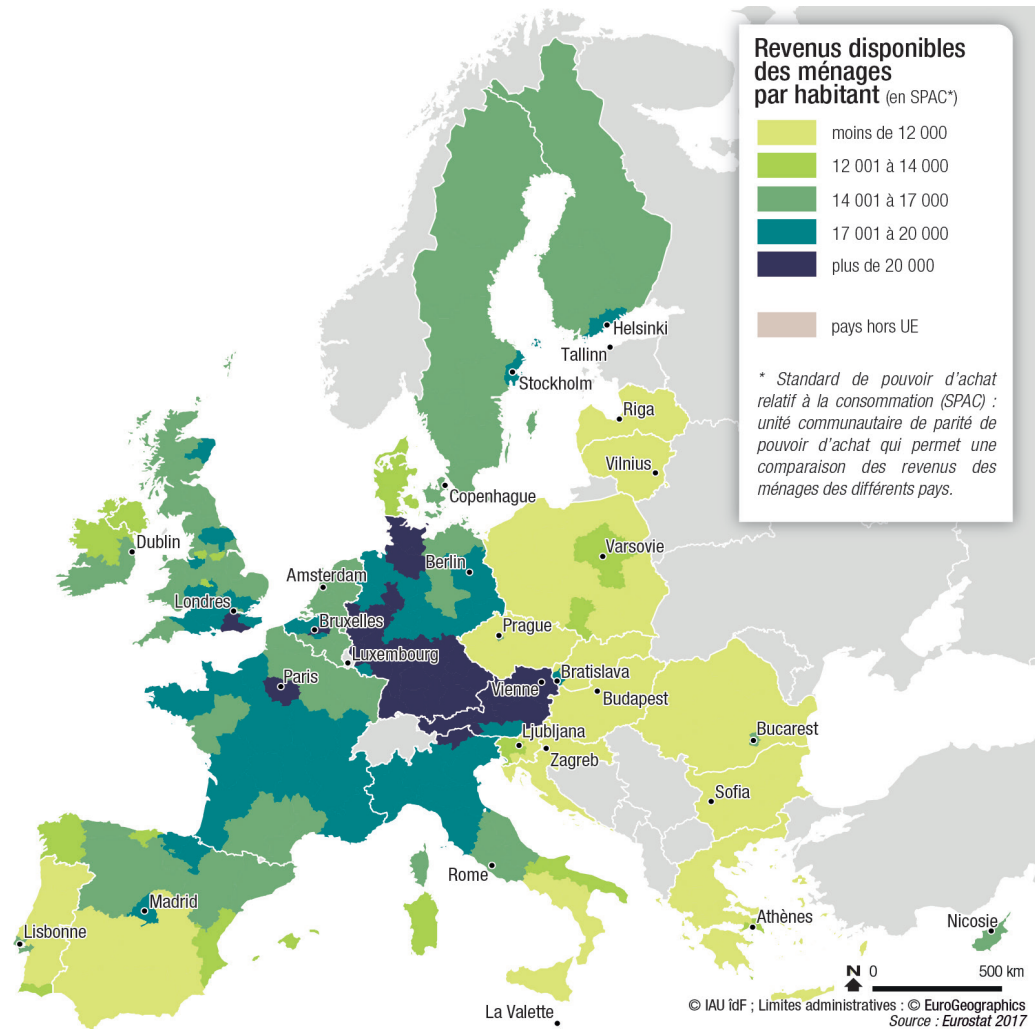
Demandeurs d'emploi en fin de mois au 31.12.2016 ⁽¹⁾

	Ensemble	CATÉGORIES A, B ET C			CATÉGORIE A
		Moins de 25 ans (%)	50 ans ou plus (%)	Longue durée (%)	
Île-de-France	971 900	10,0	25,3	42,3	663 200
Province	4 575 000	14,8	24,0	44,1	2 866 400
France métropolitaine	5 546 700	13,9	24,2	43,8	3 529 600

(1) Voir glossaire.
Sources : Pôle emploi et Dares, données brutes

REVENUS

Revenu des ménages dans les régions de l'Union européenne en 2013



Formation du revenu disponible brut des ménages par habitant en 2014 *

	Revenu disponible brut par habitant (euros)	Excédent brut et revenu mixte (%)	Salaires et traitements bruts (%)	Cotisations sociales des salariés et non-salariés (%)	Impôts (%)	Prestations en espèces (%)	Autres (1) (%)
		(+)	(+)	(-)	(-)	(+)	(+)
Île-de-France	23 839	22,7	75,7	13,4	21,7	27,6	9,1
Province	19 506	21,2	58,3	10,4	14,6	37,5	8,0
Métropole	20 320	21,6	62,1	11,1	16,1	35,3	8,2

* Données semi-définitives.
 (1) Autres = revenu de la propriété (intérêts, revenus des sociétés, revenus attribués aux assurés, revenus des terrains et gisements) + autres transferts courants.
 Source : Insee, Division statistiques régionales, locales et urbaines - comptes régionaux des ménages définitifs - base 2010

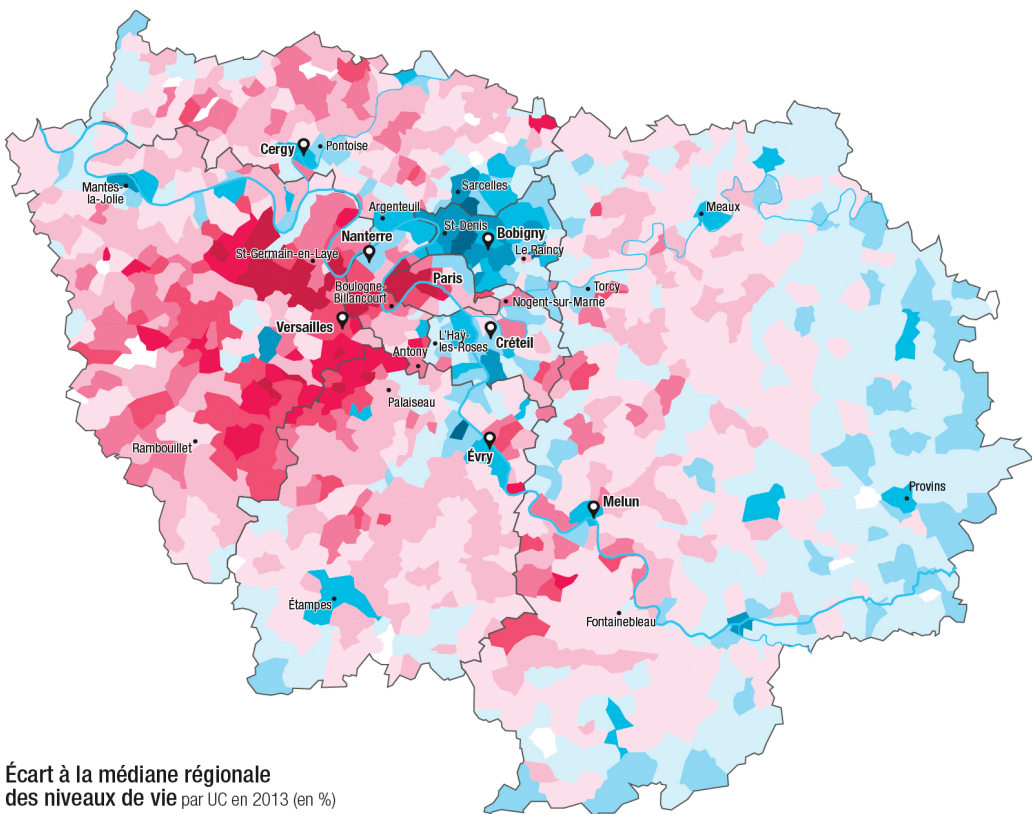
Revenu disponible (1) en 2013

	Île-de-France	France métropolitaine
Nombre total de ménages fiscaux	4 816 160	26 738 826
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	69,0	58,2
Structure du revenu disponible (en %)		
Part des revenus d'activité (2)	84,1	73,3
Part des retraites, pensions et rentes	21,3	27,7
Part des revenus du patrimoine	12,7	11,4
Part des prestations sociales	4,3	5,2
Part des impôts	- 22,4	- 17,6

(1) Le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité (nets des cotisations sociales), les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs.
 (2) Les revenus d'activité incluent les indemnités de chômage.
 Champ : revenus fiscaux déclarés par les ménages.
 Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal

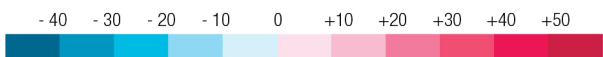


Disparité de revenus franciliens en 2013



Écart à la médiane régionale des niveaux de vie par UC en 2013 (en %)

Niveau de vie médian de l'Île-de-France : 23 022 euros



Valeur non renseignée, moins de 50 ménages

© IAU ÎdF
source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, fichier localisé social et fiscal (Filosofi)

Démographie des entreprises en 2015

	ÎLE-DE-FRANCE			FRANCE MÉTROPOLITAINE				
	Créations d'entreprises Micro-entrepreneurs	Hors micro-entrepreneurs	Défaillances d'entreprises	Entreprises au 01.01.2015	Créations d'entreprises Micro-entrepreneurs	Hors micro-entrepreneurs	Défaillances d'entreprises	Entreprises au 01.01.2015
Ensemble dont :	66 634	76 988	12 661	1 023 709	223 430	301 635	61 446	4 226 488
Industrie manufacturière, extractives et autres	1 922	2 145	665	42 446	9 172	14 940	4 556	277 374
Construction	4 409	8 704	3 658	112 007	21 183	42 648	15 856	576 599
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	6 099	14 768	2 425	179 761	30 182	67 613	13 725	825 416
Transports et entreposage	7 542	6 274	578	36 423	10 398	11 183	1 753	105 735
Hébergement et restauration	852	3 967	1 151	52 523	5 735	22 662	8 424	281 340
Information et communication	5 749	6 236	669	76 102	14 434	11 211	1 432	155 977
Activités financières et d'assurance	726	3 818	253	39 931	2 007	13 442	1 220	147 395
Activités immobilières	838	3 271	343	45 090	3 157	13 931	2 159	184 122
Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	22 621	18 674	1 851	260 823	61 974	53 354	6 510	745 571
Administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale et autres activités de service	15 876	9 131	1 068	178 603	65 188	50 651	5 811	926 959

Champ : activités marchandes hors agriculture.
Sources : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene), Banque de France

Principaux employeurs au 31.12.2014

	Raison sociale	Assistance publique-Hôpitaux de Paris (1)	Ville de Paris (1)	SNCF	La Poste	RATP	Air France	Préfecture de Police de Paris (1)	Orange	BNP Paribas	Société Générale	PSA Peugeot Citroën	Renault SAS	EDF	Carrefour Hypermarchés
Effectif régional	90 380	61 101	53 044	49 261	45 159	41 967	31 891	30 584	26 936	25 931	20 546	18 578	18 498	17 207	

(1) Secteur public.
Source : Insee, CLAP (connaissance localisée de l'appareil productif) 2014

En 2013 le taux de pauvreté francilien s'élève à

15,4 %

(14,0 % en France métropolitaine)

L'Île-de-France compte

4,8

millions de ménages fiscaux (soit 18,0 % de la France métropolitaine)

Le revenu disponible mensuel médian est de

1 865

euros en Île-de-France (1 682 euros en France métropolitaine)

1 168 810

établissements en 2015, soit 23,4 % du total national

En 2015,

74,1 %

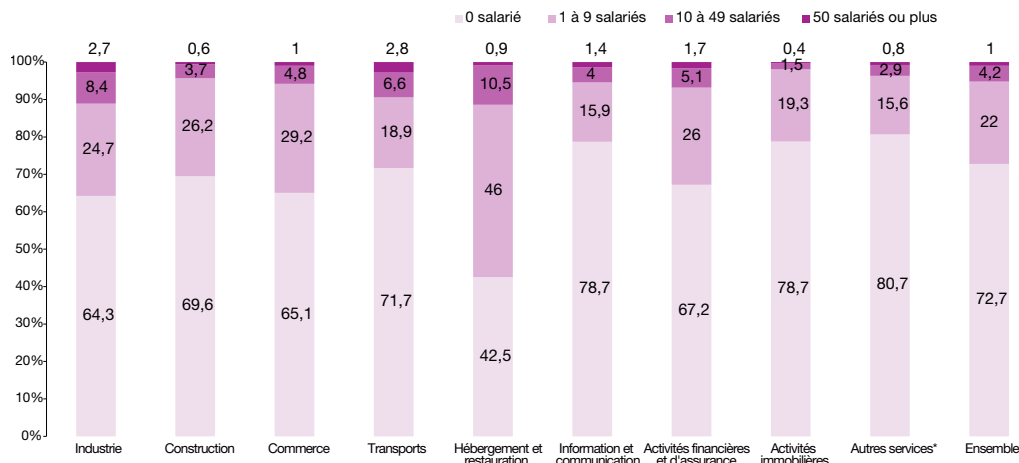
des entreprises franciliennes n'ont aucun salarié

Taux de création d'entreprises

14,0 %

en 2015, légèrement supérieur au taux national (12,4 %)

Répartition des établissements selon la taille et le secteur au 01.01.2015 (%)



* Activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités de services administratifs et de soutien, administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, autres activités de services.
Champ : activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

Établissements filiales d'un groupe étranger au 31.12.2014

	Île-de-France	France
Établissements employeurs contrôlés par un groupe étranger		
Nombre d'établissements	15 660	56 297
Part dans le total des établissements (%)	3,8	2,9
Taux de pénétration* (%)		
Industrie	17,1	20,5
Construction	3,2	2,0
Commerce	28,2	16,3
Services (activités financières)	9,2	5,0
Ensemble (hors agriculture et administration)	12,3	9,0

*part de l'emploi des établissements contrôlés par des groupes étrangers dans l'emploi total.
Source : Insee, CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) 2014, enquête sur les liaisons financières 2014



Répartition des établissements et des effectifs au 01.01.2015

	établissements	Effectifs	Effectifs moyen par établissements
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	7 203	78 639	10,9
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	7 883	49 993	6,3
Cokéfaction et raffinage	41	1 639	40,0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2 940	73 948	25,2
Fabrication de matériels de transport	522	74 006	141,8
Fabrication d'autres produits industriels	31 206	165 064	5,3
Construction	117 346	276 762	2,4
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	212 243	692 620	3,3
Transports et entreposage	42 262	361 754	8,6
Hébergement et restauration	60 135	283 556	4,7
Information et communication	80 612	357 391	4,4
Activités financières et d'assurance	48 680	321 041	6,6
Activités immobilières	51 337	73 031	1,4
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	278 095	831 258	3,0
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	117 939	211 737	1,8
Autres activités de services	72 268	117 470	1,6
Ensemble	1 130 712	3 969 909	3,5

Champ : activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements

AGRICULTURE

Utilisation de territoire en 2014

	Hectares	Part
Sols agricoles ⁽¹⁾	595 300	49,6 %
dont céréales	365 040	30,4 %
dont oléagineux (colza, tournesol...)	80 640	6,7 %
dont protéagineux (féveroles, pois...)	20 055	1,7 %
dont betteraves	42 333	3,5 %
dont pommes de terre	3 731	0,3 %
Sols artificiels ⁽²⁾	254 500	21,2 %
Sols naturels ⁽³⁾	357 200	29,7 %
Surface totale	1 201 200	100,0 %

(1) Sols cultivés, dont ceux comprenant serres et abris hauts, et surfaces toujours en herbe.

(2) Sols bâtis, revêtus, stabilisés et autres artificialisés.

(3) Sols boisés, landes, friches, zones humides, en eau, ou interdites.

Source : Agreste - enquête Teruti-Lucas, Statistique agricole annuelle

ARTISANAT

Entreprises artisanales au 31.12.2015

	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
Île-de-France	187 473	40 %	39 %	12 %	9 %
France Métropolitaine	1 002 142	49 %	30 %	13 %	7 %

* Données au 01.01.2014.
Sources : Chambre des Métiers et d'Artisanat Île-de-France, Insee

CONSTRUCTION

Construction de logements en 2015 et 2016

	AUTORISÉS				COMMENCÉS			
	ÎLE-DE-FRANCE		FRANCE MÉTROPOLITAINE		ÎLE-DE-FRANCE		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Ensemble dont :	72 941	93 576	390 625	459 241	60 370	60 686	308 280	316 407
logements collectifs	68,3 %	75,2 %	50,6 %	53,3 %	71,7 %	72,7 %	54,3 %	53,2 %
logements individuels purs	9,0 %	8,5 %	28,8 %	28,0 %	6,7 %	7,1 %	26,2 %	27,9 %

Source : Sit@del2

COMMERCE

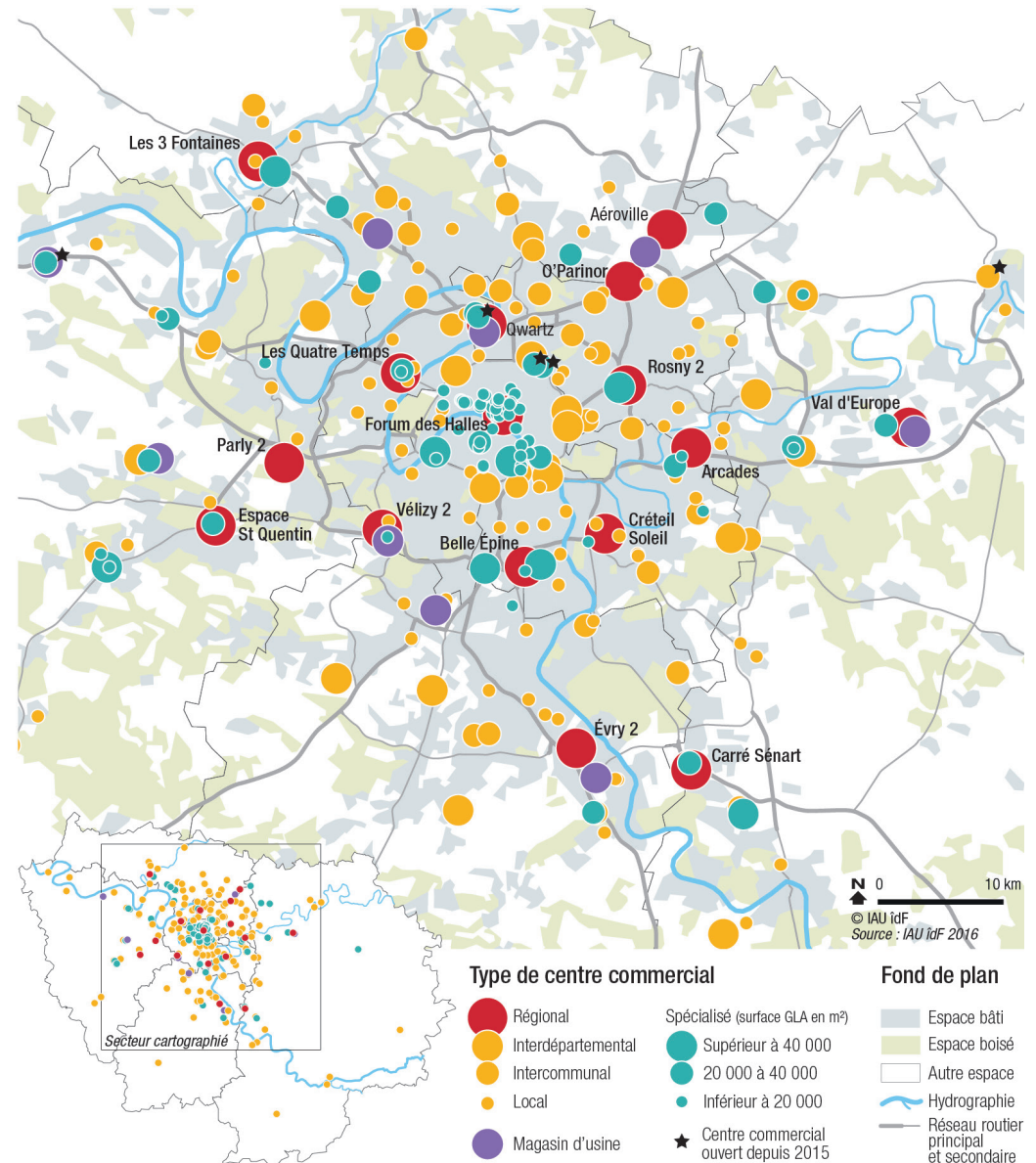
Grandes surfaces du commerce de détail en 2016

	CENTRES COMMERCIAUX			HYPERMARCHÉS			SUPERMARCHÉS			SUPER MAXI-DISCOMPTES		
	Nombre	Surface ⁽¹⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾
Île-de-France	157	5 245 577	432	225	1 499 388	123	1 046	1 101 076	91	411	331 579	27
France	672	17 507 553	271	2158	11 448 221	177	6 044	7 680 694	119	3 806	2 975 784	46

	GRANDS MAGASINS			JARDINERIES ⁽⁴⁾			BRICOLAGE		
	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾	Nombre	Surface ⁽²⁾	Densité ⁽³⁾
Île-de-France	19	281 603	23	105	463 600	38	198	994 278	82
France	99	718 174	11	1811	5 402 745	84	2 220	8 627 743	134

(1) Surface GLA : Gross Leasing Area (surface locative qui ne prend en compte que la surface exploitable pour la présentation, la vente, le stockage des marchandises et l'espace de paiement excluant les parties communes).
 (2) Surface de vente.
 (3) La densité en m² pour 1000 habitants est calculée à partir des estimations de population (Insee - Estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2016)).
 (4) Hors LISA (libre service agricole).
 Source : Panorama / Trade dimensions, Le guide 2017 de la distribution
 Note : les magasins Monoprix (magasins populaires) sont recensés dans les hypermarchés (surface de vente supérieure ou égale à 2500 m²) ou supermarchés (surface de vente inférieure à 2500 m²).

218 centres commerciaux en Île-de-France en 2016





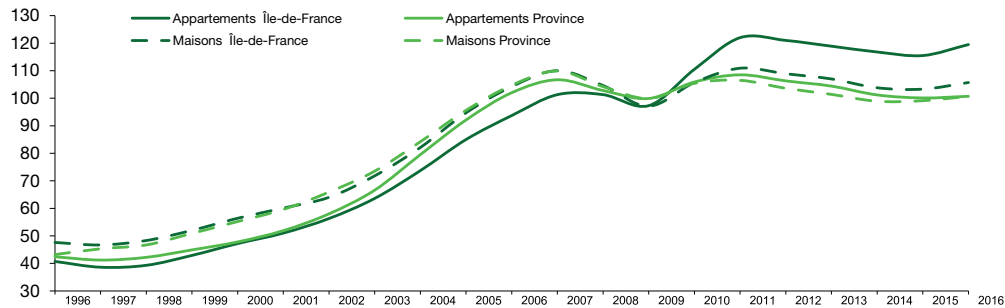
LOGEMENT

Caractéristiques des logements en 2008 et 2013

	Île-de-France		France métropolitaine	
	2013	2008	2013	2008
Nombre de logements (milliers)	5 567	5 378	33 575	31 819
Nombre de résidences principales (milliers)	5 042	4 898	27 805	26 615
Proportion de maisons individuelles (%)	26,7	26,9	55,8	55,9
Proportion de locataires (%)	49,5	49,2	39,9	39,7
Nombre moyen de pièces par résidence principale	3,4	3,4	4,0	4,0
Nombre moyen de personnes par ménage	2,3	2,3	2,2	2,3

Source : Insee, recensement de la population 2008 et 2013, exploitations principales et complémentaires

Prix des logements anciens ⁽¹⁾, indices au 4^e trimestre, de 1996 à 2016 ⁽²⁾



(1) Logements anciens au sens fiscal du terme : construits depuis plus de cinq ans ou ayant déjà fait l'objet d'une mutation.

(2) Base 100 au 1^{er} trimestre 2010, 4^e trimestre (données provisoires) pour 2016, séries brutes.

Sources : Chambre des Notaires de Paris (pour l'Île-de-France), Perval-M.I.N. (pour la Province), Insee

Évolution des loyers* du parc privé en 2015 à Paris, en petite couronne et en grande couronne dans l'agglomération parisienne

	Paris	Petite couronne	Grande couronne	Agglomération parisienne
Surface moyenne (m ²)	50	52	59	53
Loyer mensuel moyen au 01/01/2016				
en €	1 128	858	819	951
en €/m ²	22,7	16,5	13,9	18,0
Évolution annuelle en 2015				
en %	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,5
en €/m ²	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,0	+ 0,1

* Calculé sur les valeurs moyennes et non sur les médianes.

Source : Olap



ENSEIGNEMENT, APPRENTISSAGE ET RECHERCHE

Effectifs d'élèves du premier et du second degré à la rentrée 2015

	Élèves du premier degré				Élèves du second degré			
	Public	Privé	Public et privé	Part du Public (%)	Public	Privé	Public et privé	Part du public (%)
Île-de-France	1 200 834	118 666	1 319 500	91,0	835 593	202 508	1 038 101	80,5
France métropolitaine	5 600 558	894 771	6 495 329	86,2	4 126 270	1 150 606	5 276 876	78,2

Champ : établissements sous tutelle du MENESR, y compris EREA.

Source : MENESR DEPP / Enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire, Système d'information SCOLARITE et enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat

Nombre d'établissements du second degré à la rentrée 2015

	Public				Total	Privé			Public + Privé	
	Collèges	LP ⁽¹⁾	LEGT ⁽²⁾	EREA ⁽³⁾		Collèges	LP ⁽¹⁾	LEGT ⁽²⁾		
Île-de-France	895	114	351	13	1 373	278	62	231	1 944	29,4
France métropolitaine	5 072	837	1 524	79	7 512	1 778	626	1 023	10 939	31,3

Champ : établissements sous tutelle du MENESR, y compris EREA.

(1) LP : lycées professionnels.

(2) LEGT : lycées d'enseignement général et technologique.

(3) EREA : établissements régionaux d'enseignement.

Source : MENESR DEPP / Système d'information SCOLARITE et enquêtes 16, 17 et 18 auprès des établissements privés hors contrat



Effectifs étudiants de l'enseignement supérieur en 2015

	Total Île-de-France	France métropolitaine	Île-de-France/ France métropolitaine (%)
Universités	377 700	1 563 565	24,2
<i>dont préparation DUT</i>	16 844	115 084	14,6
Sections de techniciens supérieurs et assimilés	44 728	247 069	18,1
Classes préparatoires aux grandes écoles	27 299	84 253	32,4
Formations d'ingénieurs ⁽¹⁾	35 951	146 275	24,6
Écoles de commerce, gestion et vente ⁽²⁾	42 565	135 937	31,3
Autres écoles et formations ⁽³⁾	137 677	358 010	38,5
Ensemble ⁽⁴⁾	663 066	2 506 794	26,5
Évolution 2015/2014 (%)	2,5	3,2	

(1) Ensemble des écoles et formations d'ingénieurs (universitaires ou non), y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.

(2) Hors BTS.

(3) Paris-Dauphine, EHESS, IEP Paris, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, Inalco, Observatoire de Paris, École pratique des hautes études, Institut de physique du Globe, École nationale des chartes, formations comptables, écoles normales supérieures, facultés privées, écoles juridiques et administratives, écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles paramédicales et sociales, préparations intégrées, autres écoles. Pour les formations paramédicales et sociales, données 2014.

(4) Sans double compte des formations d'ingénieurs.

Sources : MENESR-DGESIP-DGRI-SIES / Système d'information SISE, enquêtes menées par le SIES sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, données sur les STS et CPGE collectées par le MEN-MENESR-DEPP, enquêtes spécifiques aux ministères en charge de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.



Effectifs d'apprentis par niveau de formation à la rentrée 2014

	NIVEAU V CAP, BEP	NIVEAU IV Bac professionnel ou brevet professionnel	NIVEAU III Bac + 2 (BTS, DUT, 1 ^{er} cycle universitaire)	NIVEAU II Bac + 3 et + 4 (licence, maîtrise)	NIVEAU I Bac + 5 ou plus	ENSEMBLE
Île-de-France	17 372	16 540	16 985	9 926	18 387	79 210
Évolution 2014 / 2013 (%)	- 7,7	- 5,9	- 2,7	- 0,2	4,4	- 2,7
France métropolitaine	158 219	103 007	69 692	23 193	43 498	397 609
Part de l'Île-de-France (%)	11,0	16,1	24,4	42,8	42,3	19,9

Source : MENESR-DEPP / Système d'information sur la formation des apprentis (Sifa).

Poids de l'apprentissage dans le second cycle professionnel à la rentrée 2014

		Île-de-France	France métropolitaine	
Effectifs du second cycle professionnel	Statut scolaire	Niveau V ⁽²⁾	18 681	127 990
		Niveau IV ⁽³⁾	94 579	584 054
	Statut apprenti	Niveau V	17 372	158 219
		Niveau IV ⁽⁴⁾	16 540	103 007
Poids de l'apprentissage (%) ⁽¹⁾	Ensemble	147 172	973 270	
	Niveau V	48,2	55,3	
	Niveau IV	14,9	15,0	
	Ensemble	23,0	26,8	

(1) Apprentis/ensemble du second cycle professionnel (%).

(2) Niveau V statut scolaire : CAP, mention complémentaire et autres diplômes de ce niveau.

(3) Niveau IV statut scolaire : bac professionnel, BMA (brevet des métiers d'art) et autres diplômes de ce niveau.

(4) Niveau IV statut apprenti : y compris 24 apprentis préparant un brevet de technicien et 80 apprentis préparant un bac technologique.

Sources : MENESR-DEPP / Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA) et Systèmes d'information Scolarité et Safran

41,6 %

des dépenses de recherche et développement privées se concentrent en Île-de-France en 2013

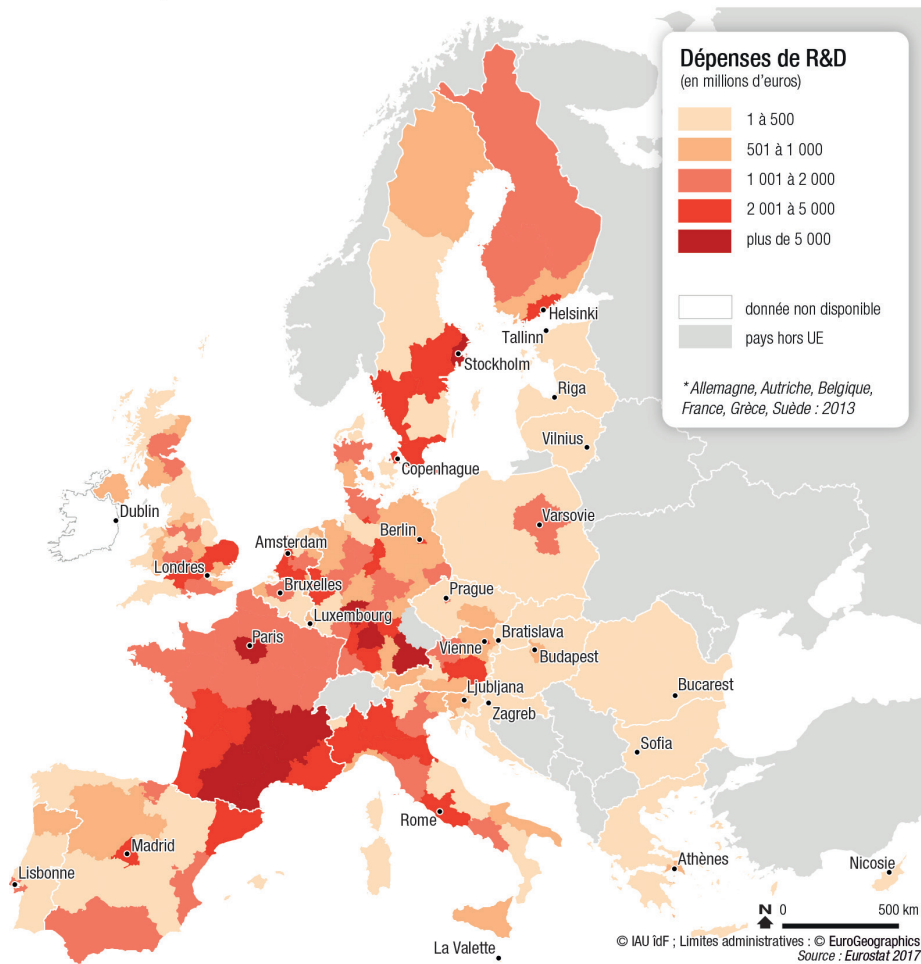
105 817

chercheurs rémunérés (privé et public), soit 40,1 % des effectifs nationaux

24,1 %

des effectifs universitaires français se concentrent en Île-de-France, dont 11,3 % à Paris

Dépenses de recherche et développement dans les régions de l'Union Européenne en 2014 *



Dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) et effectifs dans la recherche en 2013

	Île-de-France	France	Part de l'Île-de-France (%)
DIRD (millions d'euros)	18 664	47 068	39,7
entreprises	12 767	30 708	41,6
administrations	5 897	16 360	36,0
Effectif total ⁽¹⁾ de R&D ⁽²⁾	155 135	413 057	37,6
entreprises	99 925	251 446	39,7
administrations	55 210	161 610	34,2
dont chercheurs rémunérés	105 817	263 621	40,1
entreprises	71 102	161 882	43,9
administrations	34 715	101 739	34,1

Champ : ensemble des entreprises et des administrations localisées en France.

(1) Effectif rémunéré, équivalent temps plein.

(2) Données semi-définitives.

Source : MENESR - SIES Recherche

Montant du budget de la recherche et du transfert de technologie (R&T) réalisé par les collectivités territoriales en 2015 et 2016 ⁽¹⁾ (millions d'euros)

	Ensemble des collectivités		Conseils régionaux		Conseils départementaux		Communes et EPCI		dont montant réalisé dans le cadre des pôles de compétitivité	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Île-de-France	178,4	175,1	137,2	136,3	31,0	30,8	10,3	8,0	33,8	30,3
France métropolitaine	1 201,5	1 191,8	866,7	844,5	134,6	127,5	200,1	219,9	120,6	109,5
Part de l'Île-de-France (%)	14,8	14,7	15,8	16,1	23,0	24,2	5,1	3,6	28,0	27,7

(1) Les données 2015 sont semi-définitives. Pour l'année 2016, les données proviennent des budgets R&T prévisionnels.

Source : MESR - SIES Recherche



Indicateurs de l'effort budgétaire du conseil régional et des conseils départementaux en direction de la recherche et du transfert de technologie (R&T) en 2015 et 2016⁽¹⁾

		Poids dans le budget total de R&T (%)		Budget de R&T par habitant (euros)		Part de la R&T dans le budget primitif	
		2015	2016	2015	2016	2015	2016
Île-de-France	Conseil régional	16,1	16,5	11,3	11,2	3,0 %	3,0 %
	Conseils départementaux	24,5	25,4	2,6	2,5	2,6 ‰	2,4 ‰
France Métropolitaine	Conseil régional	100	100	13,2	12,8	3,2 %	3,0 %
	Conseils départementaux	100	100	2,0	1,9	1,9 ‰	1,8 ‰

(1) Les données 2015 sont semi-définitives, pour l'année 2016 les données proviennent des budgets R&T prévisionnels.

Sources : Budget R&T, MENESR-SIES Pôle recherche ; Population, Insee ; Dépenses réelles, DGCL.

Pôles de compétitivité en 2017

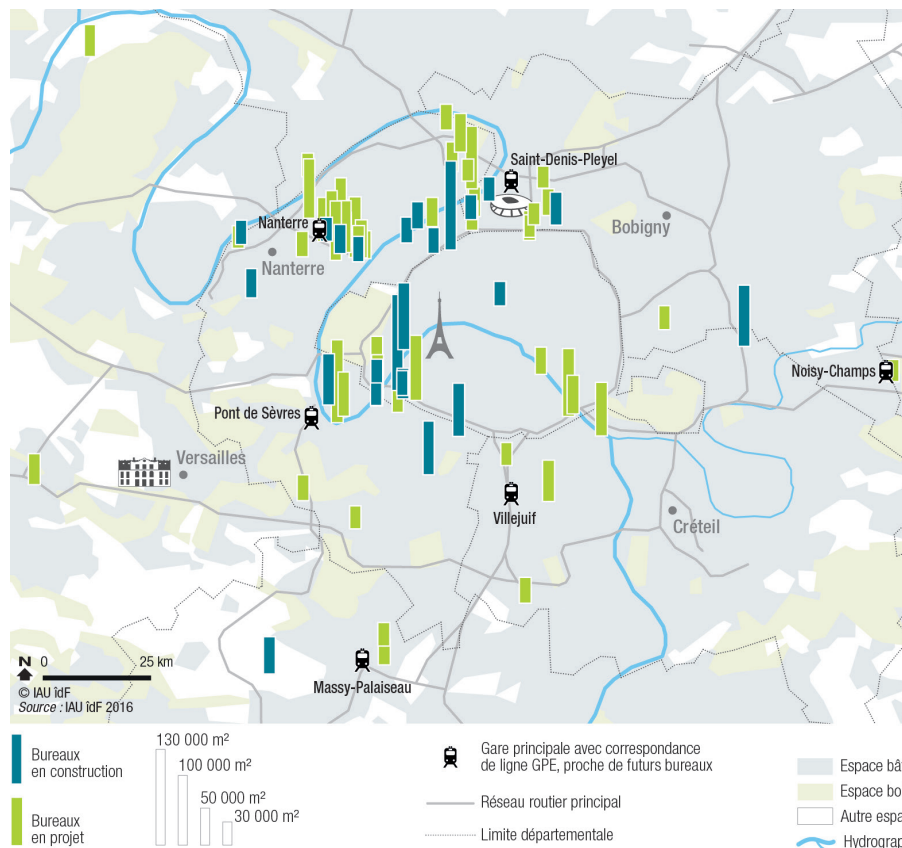
Domaine de compétences	Nombre de PME et ETI adhérentes	Nombre de grands groupes adhérents	Nombre de laboratoires ou d'établissements d'enseignement adhérents	Nombre total de membres (incluant les collectivités territoriales et les partenaires financiers)	Nombre de projets financés	Financement total (en millions d'€)	
Pôle mondial							
Finance Innovation Pôle de compétitivité mondial	Services financiers	267	132	15	422	13	16
medicen	Hautes technologies pour la santé	195	21	26	251	289	1 190
Systematic Paris Region Digital Ecosystem	Logiciels et systèmes complexes	470	140	140	830	550	2 800
Pôle à vocation mondiale							
cap-digital	Filière des contenus et services numériques	920	50	80	1 065	664	1 500
mov'eo Imagine mobility	Automobile, transport collectifs, sécurité routière et environnement	226	49	45	361	216	1 051
Pôle national							
advancity The Smart Metropolis Hub	Mobilité et ville durable	184	10	31	260	172	460
ASTech	Aviation d'affaires, transport spatial, motorisation et équipements	158	42	44	270	66	293
Cosmetic Valley	Parfumerie, cosmétique	406	42	17	465	200	280
Elastopôle Pôle de compétitivité caoutchouc et polymères	Industrie du caoutchouc et des polymères	76	11	25	129	71	245

Sources : Advancity, ASTech, Cap Digital, Cosmetic Valley, Elastopole, Finance innovation, Medicen, Mov'eo, Systematic

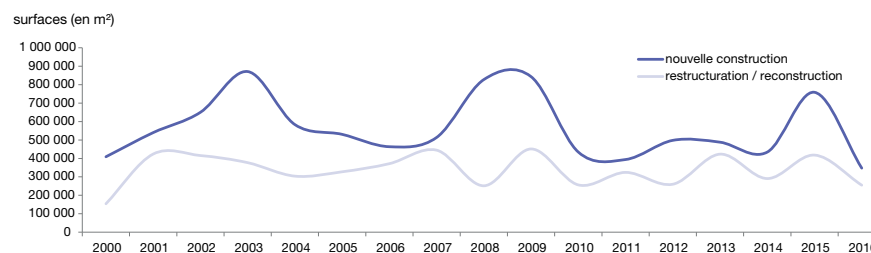


IMMOBILIER D'ENTREPRISES

Les principales opérations de bureaux à l'horizon 2020 (Surfaces supérieures à 30 000 m²)

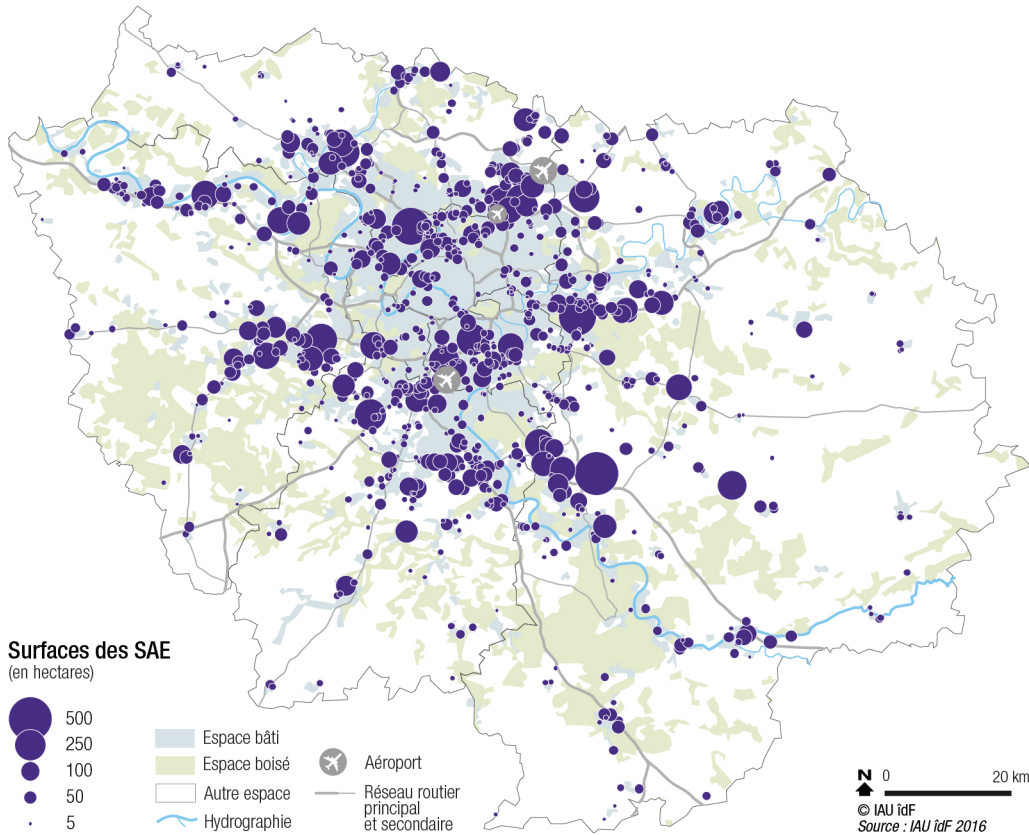


Superficie annuelle de bureaux de 5 000 m² ou plus livrés depuis 2000



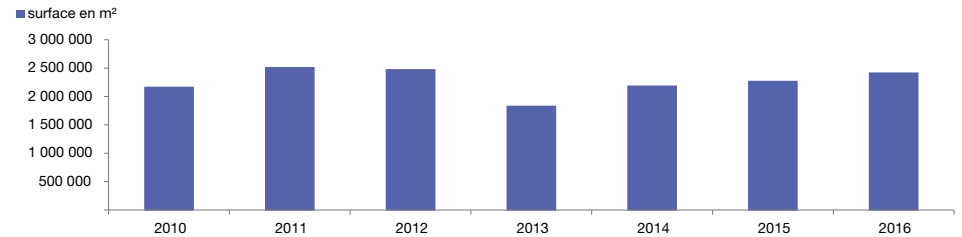
Source : IAU îdF, d'après ORIE

Les sites d'activités économiques en 2016



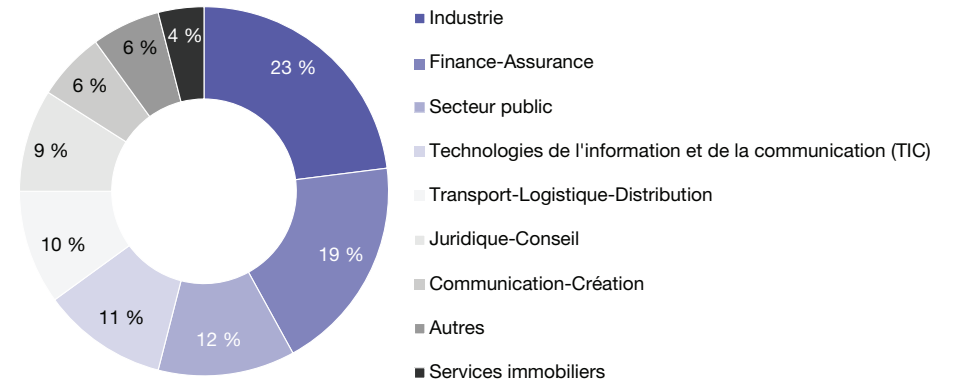
Les **sites d'activités économiques** (SAE) sont un regroupement de zones clairement identifiées et dédiées à de l'activité comme du commerce, du bureau, de la logistique et de l'industrie.

Demande placée des bureaux en Île-de-France



Source : Immostat

Répartition de la demande placée en Île-de-France entre 2007 et 2016 (en volume pour les transactions de bureaux > 1 000 m²)



Sources : CBRE - Immostat

Montants investis en immobilier d'entreprise en Île-de-France (en millions d'euros)

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
8 775	12 014	12 073	11 586	17 632	20 349	19 609

Source : Immostat

53,1

millions de m² de bureaux en 2016

1 228

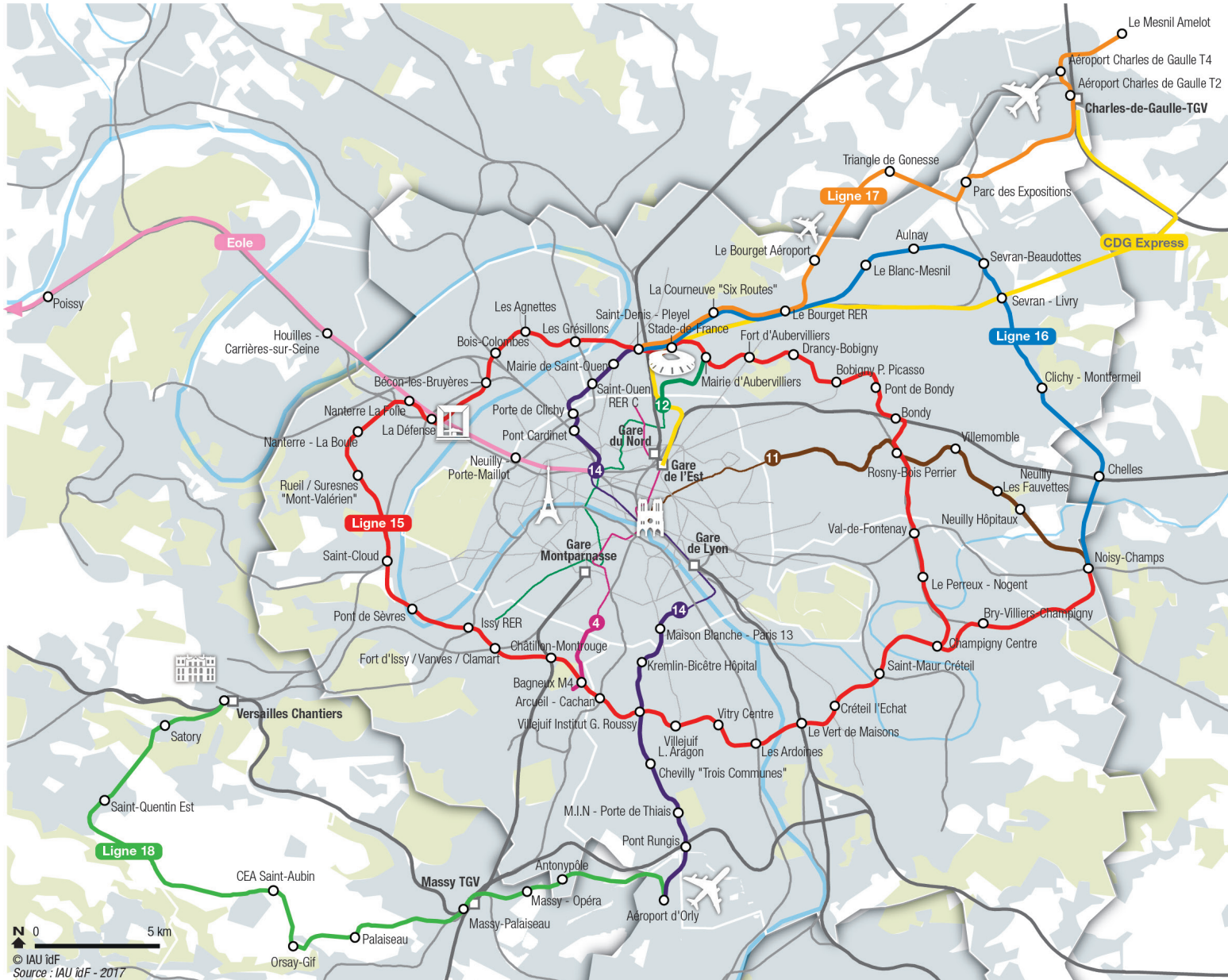
sites d'activités économiques en 2015, soit près de 28 500 hectares

19,6

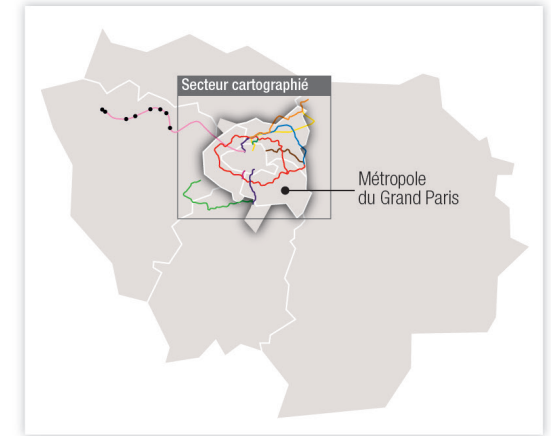
milliards d'euros investis en immobilier d'entreprise en 2016



Projets de transports ferroviaires à l'horizon 2030



© IAU îdF
Source : IAU îdF - 2017



Principales lignes en projet

Nouvelles lignes

- Ligne 15
- Ligne 16
- Ligne 17
- Ligne 18
- CDG Express

Prolongement de lignes

- Ligne 4
- Ligne 11
- Ligne 12
- Ligne 14
- Eole

○ Gare

Réseau existant

- Métro
- Réseau ferré voyageur
- Réseau TGV
- Gare / halte TGV

Fond de plan

- Espace bâti
- Autre espace
- Espace boisé
- Hydrographie
-
- Métropole du Grand Paris

Trafic aérien en 2016

	2016	Évolution 2016/2015
Passagers (milliers)	97 171	1,8 %
Roissy - Charles-de-Gaulle	65 933	0,3 %
Orly	31 238	5,3 %
Mouvements (milliers)	707	1,0 %
Roissy - Charles-de-Gaulle	473	0,8 %
Orly	234	1,4 %
Fret et poste (milliers de tonnes métriques)	2 243	1,2 %

Source : Aéroports de Paris

Trafic fret fluvial en 2015-2016

	2015	2016	2016/2015
Activité maritime (en milliers de tonnes)	140	79	- 44 %
Activité fluviale (en milliers de tonnes)	20 017	20 206	1 %
Trafic conteneurs (en milliers EVP)*	164	161	- 2 %

* Équivalent vingt pieds.

Source : Haropa

Immatriculations de voitures particulières neuves en 2015

	Immatriculations	Évolution 2015/2014
Île-de-France	361 883	9,1 %
France métropolitaine	1 886 229	6,8 %
Part de l'Île-de-France (%)	19,2 %	+ 0,4 point

Source : SOeS-RSVERO

Transports collectifs en 2015

	2015	Évolution 2015/2014
Ensemble Île-de-France	32 594	0,8 %
Modes ferrés	26 724	0,5 %
Trains et RER (1)	19 004	0,7 %
Métro	7 721	0,0 %
Tramways (2)	854	14,7 %
Bus	5 016	0,7 %
Bus à Paris	861	- 2,3 %
Bus en petite couronne	2 019	0,1 %
Bus en grande couronne	2 080	2,5 %
Noctilien RATP (3)	56	2,6 %

Nombre de voyageurs x kilomètres annuels par mode, en millions

(1) Y compris le RER exploité par la RATP et la ligne T4.

(2) 8 lignes de tramway de la RATP (T1, T2, T3a, T3b, T5, T6, T7 et T8).

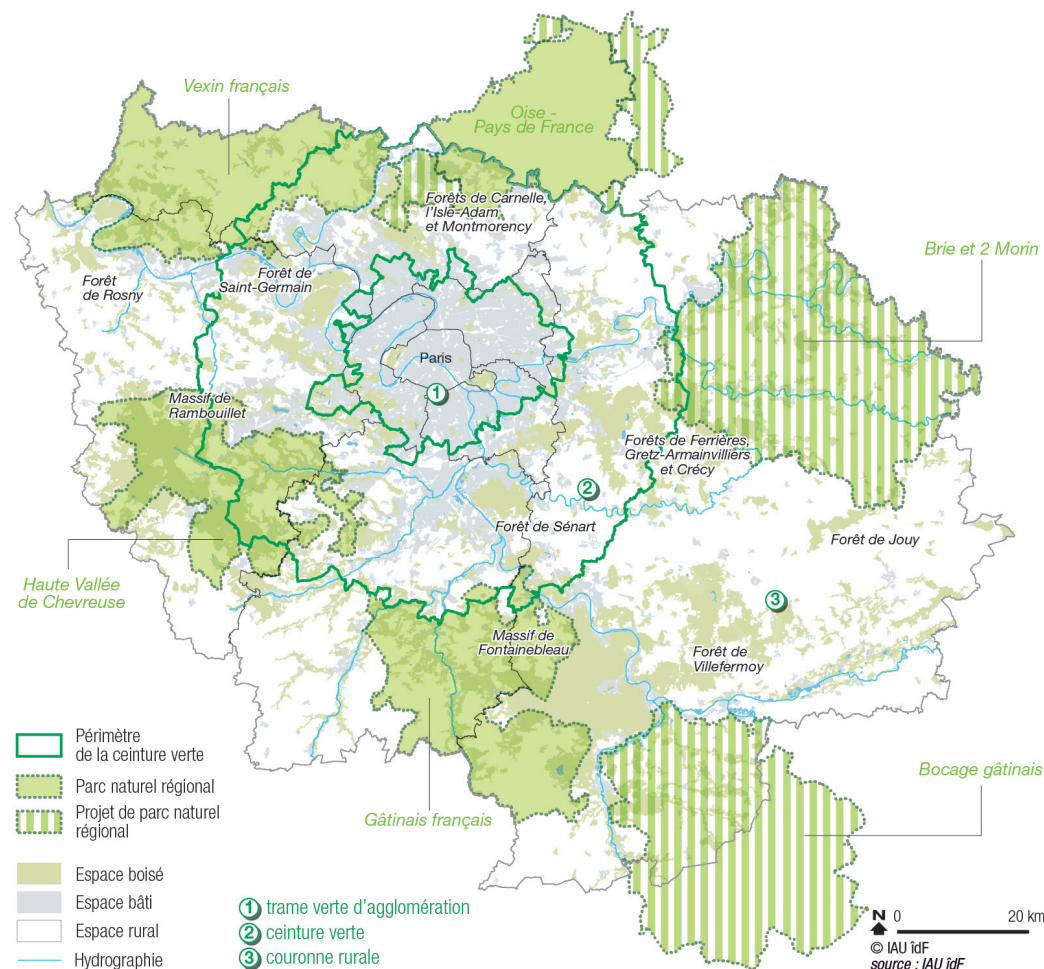
(3) Les données concernant les Noctiliens gérés par la SNCF ne sont pas disponibles.

Sources : Stif-Omnii, enquête annuelle sur les transports collectifs urbains (DGITM, Cerema, Gart, UTP) ; UTP ; calculs SOeS.



ENVIRONNEMENT

Grands ensembles naturels d'Île-de-France en 2017



Engagement des communes franciliennes face à la réduction des pesticides en 2015



communes ayant atteint l'objectif zéro pesticide

communes engagées dans la réduction des pesticides

communes non engagées dans la réduction des pesticides

Source : Natureparif

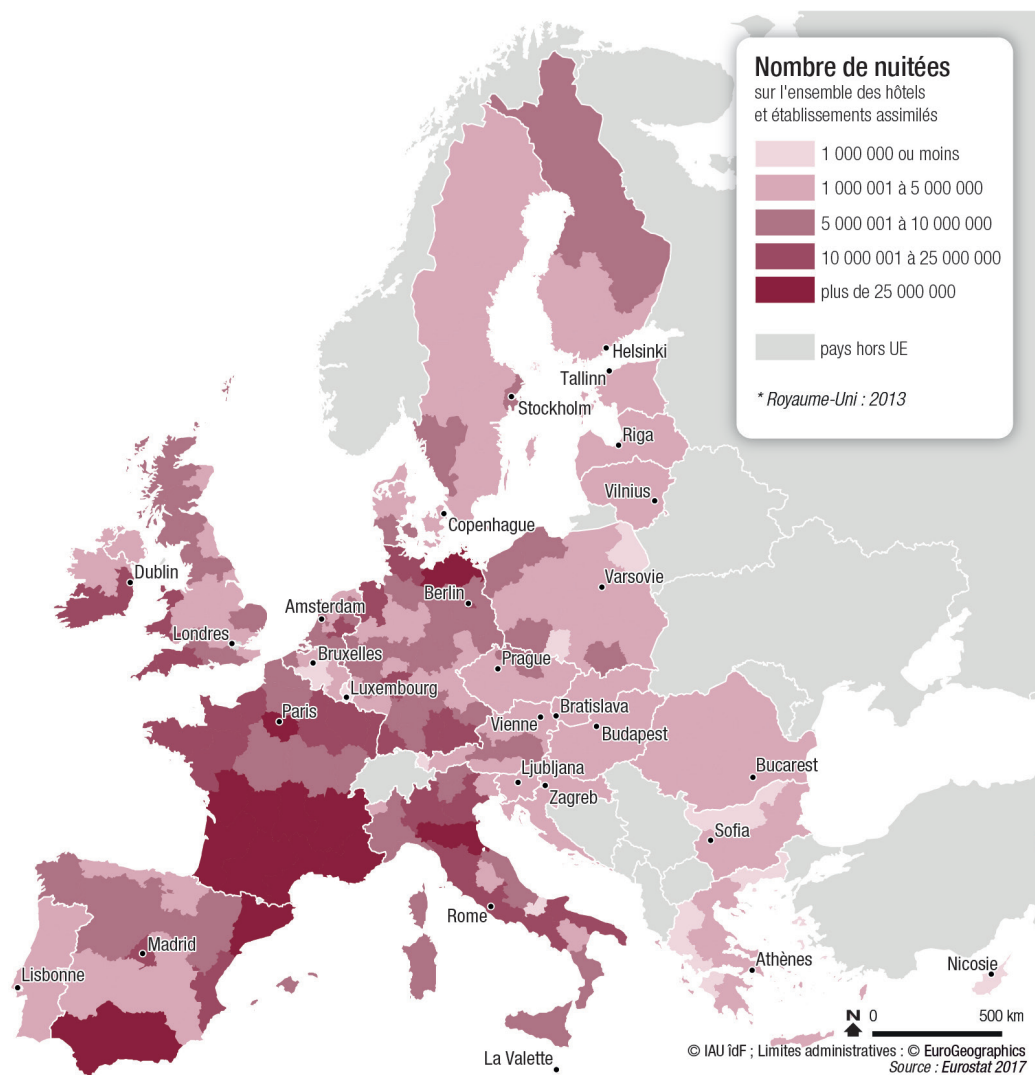
1,2
milliard de voyages par an sur les 13 lignes de trains régionaux et de RER

La région compte **1 519** lignes de bus

1,5
milliard de voyages par an sur les 14 lignes de métros, le réseau compte 302 stations de métros



Fréquentation hôtelière dans les régions de l'Union européenne en 2015*



Répartition des hôtels de tourisme au 01-01-2016

	Hôtels classés					Ensemble	Hôtels non classés	Ensemble 2016	Évolution 2016/2015
	1 *	2 *	3 *	4 *	5 *				
Paris									
Établissements	31	241	699	313	61	1 345	207	1 552	3,1 %
Chambres	1 597	9 613	31 573	24 805	6 031	73 619	6 571	80 190	2,0 %
Île-de-France									
Établissements	102	431	982	442	65	2 022	409	2 431	2,9 %
Chambres	7 226	24 228	55 013	44 937	7 083	138 487	14 651	153 138	1,6 %
France métropolitaine									
Établissements	706	5 169	5 881	1 648	300	13 704	4 501	18 205	0,5 %
Chambres	34 913	152 403	238 510	117 079	20 353	563 258	82 337	645 595	0,6 %

Source : Insee - DGCS - Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Fréquentation des hôtels de tourisme en 2015

	1 *	2 *	3 *	4 *	5 *	Non classés	Ensemble
Île-de-France							
Arrivées (en milliers) ⁽¹⁾	1 644	5 696	11 984	9 116	1 234	2 733	32 407
dont part des étrangers (en %)							48,1
Nuitées (en milliers) ⁽²⁾	2 971	11 027	24 419	19 364	3 275	5 256	66 312
dont part des étrangers (en %)							57,1
Taux d'occupation ⁽³⁾	69,7	71,7	74,1	73,9	73,7	65,7	72,6
France métropolitaine							
Arrivées (en milliers) ⁽¹⁾	7 501	26 889	42 345	21 325	3 098	11 534	112 692
dont part des étrangers (en %)							31,0
Nuitées (en milliers) ⁽²⁾	12 228	45 774	75 770	41 042	7 181	20 091	202 086
dont part des étrangers (en %)							36,0
Taux d'occupation ⁽³⁾	60,0	56,2	60,9	65,1	65,6	48,9	59,2

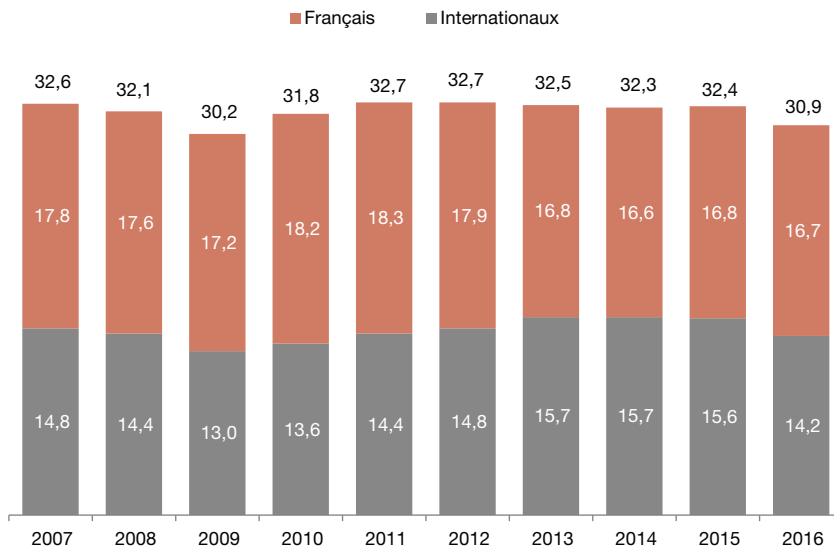
(1) Arrivées : nombre de clients qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans un même hôtel.

(2) Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel (nombre de personnes multiplié par le nombre de nuits).

(3) Taux d'occupation : rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres effectivement disponibles.

Source : Insee - DGCS - Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Évolution du nombre d'arrivées hôtelières (en millions)



Sources : INSEE - DGE - CRT Paris Île-de-France

Principales clientèles internationales

	Arrivées (en millions)	Variation 15/14	Nuitées (en millions)	Variation 15/14
États-Unis	2,2	5,6 %	5,5	3,8 %
Royaume-Uni	2,1	- 3,6 %	5,1	- 2,2 %
Chine	1,2	49,0 %	2,6	45,8 %
Allemagne	1,0	- 7,9 %	2,2	- 8,7 %
Espagne	1,0	5,5 %	2,7	5,3 %
Italie	0,8	- 17,3 %	2,1	- 17,2 %
Belgique	0,7	- 5,0 %	1,3	- 8,8 %
Proche et Moyen-Orient	0,7	8,3 %	1,9	6,3 %
Pays-Bas	0,6	- 9,6 %	1,3	- 11,4 %
Japon	0,5	- 22,9 %	1,3	- 22,8 %

Sources : CRT Paris Île-de-France - DGE - Insee

Estimation 2016 de la consommation touristique pour Paris Île-de-France et les principales clientèles

	Consommation touristique 2016 (en millions d'euros)	Variation 2016/2015	Différence 2016/2015 (en millions d'euros)
Total	19 535	- 6,1 %	- 1 280
Français	7 514	- 4,5 %	- 353
Américains	1 727	- 3,2 %	- 57
Britanniques	873	- 10,6 %	- 104
Espagnols	678	- 11,0 %	- 84
Chinois	676	- 16,0 %	- 129
Italiens	535	- 26,7 %	- 195
Allemands	458	- 4,0 %	- 19
Proche et Moyen-Orientaux	390	- 11,1 %	- 49
Belges	382	4,2 %	15
Suisses	259	11,6 %	27
Néerlandais	190	- 7,0 %	- 14

Source : CRT Paris Île-de-France

Fréquentation des principaux musées, monuments et sites touristiques

	2016	2015	Évolution 2016/2015
Disneyland Paris	13 400 000	14 800 000	- 9,5 %
Musée du Louvre	7 300 000	8 422 000	- 13,3 %
Château de Versailles	6 701 193	7 427 672	- 9,8 %
Centre Pompidou ⁽¹⁾	3 335 509	3 060 000	9,0 %
Musée d'Orsay	2 997 622	3 439 832	- 12,9 %
Cité des sciences et de l'industrie	2 196 193	2 013 046	9,1 %
Muséum national d'histoire naturelle ⁽²⁾	1 499 726	1 676 972	- 10,6 %
Arc de triomphe	1 342 361	1 765 351	- 24,0 %
Musée de l'Armée	1 206 065	1 410 191	- 14,5 %
Grand Palais ⁽³⁾	1 130 556	1 738 089	- 35,0 %
Sainte-Chapelle	910 889	903 049	0,9 %
Musée de l'Orangerie ⁽⁴⁾	781 585	770 000	1,5 %
Parc zoologique de Paris	759 056	910 938	- 16,7 %
Tour Montparnasse	725 412	1 066 884	- 32,0 %
Musée Picasso ⁽⁵⁾	670 000	766 590	- 12,6 %

La baisse générale est liée avant tout aux conséquences de la série d'attentats de 2015 à 2016 (avec notamment des restrictions de sortie pour les scolaires), ainsi qu'aux mouvements sociaux et aux conditions météorologiques.

(1) Hausse due au succès des expositions « Paul Klee » et de la rétrospective « Anselm Kiefer » en 2016.

(2) Comprend les données de fréquentation de la ménagerie, des grandes serres, de la grande galerie de l'évolution et de la galerie de la paléontologie. Baisse due en partie à une absence de programmation temporaire et à une moindre présence des scolaires.

(3) Succès des expositions « Vélazquez », « Jean-Paul Gaultier » et « Picasso.mania » en 2015.

(4) Hausse due au succès de l'exposition « Apollinaire, le regard du poète ».

(5) Baisse due en partie à l'atténuation du phénomène de nouveauté à la suite de la réouverture du musée en octobre 2014.

Sources : CRT Paris Île-de-France d'après CDT, Musées et Monuments

Les centres de congrès et d'expositions



Répartition des congressistes et des congrès par type de site en 2015

Site	Nombre de participants	Part de marché (%)	Nombre de congrès	Part de marché (%)
Centres de congrès et d'exposition	425 305	66	193	20
Lieux scientifiques	109 548	17	459	47
Salles de réunion	57 996	9	104	11
Hôtels avec salles de réunion	25 776	4	109	11
Musées - Lieux événementiels	6 444	1	33	3
Autres	19 332	3	86	9
Total	644 402	100	984	100

Source : Office du tourisme et des congrès de Paris

5,3

milliards d'euros de retombées économiques générées par les salons (4,1 milliards) et congrès (1,2 milliard) en 2015

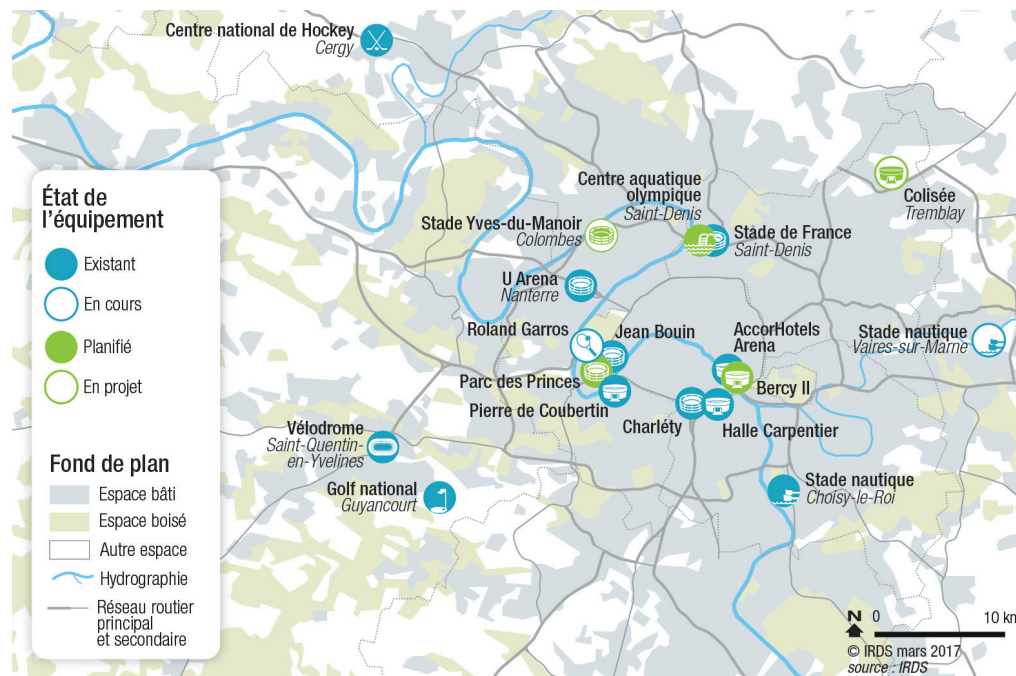
83 300

emplois (équivalent temps plein) générés par les salons (63 100) et congrès (20 200 emplois) en 2015

399

salons en 2015

Les équipements structurants de niveau international et national en Île-de-France - Etat au 01.04.2017



Fédérations et nombre de licenciés

2,4 millions de licences | 19 100 clubs

Les cinq fédérations qui rassemblent le plus de licences (hors fédérations scolaires)

Football	Tennis	Golf	Judo	Équitation
261 600	240 100	108 200	107 100	102 800

Recensement réalisé par la mission des études, de l'observation et des statistiques auprès des fédérations sportives agréées par le ministère des Sports. Saison 2013-2014. Source : IRDS (institut régional de développement du sport)

Les prochains événements sportifs exceptionnels prévus en Île-de-France



Championnat du Monde de hockey sur glace
30 matchs
à l'AccorHotels Arena, Paris
dont deux quarts de finales



Championnat du Monde de lutte
AccorHotels Arena,
Paris



Championnat du Monde de ski nautique
Parc Interdépartemental
des sports
Choisy-le-Roi



Gay Games
Paris et ses environs



Jeux européens du sport adapté
Paris et ses environs



Ryder Cup
Golf national,
Saint-Quentin-en-Yvelines



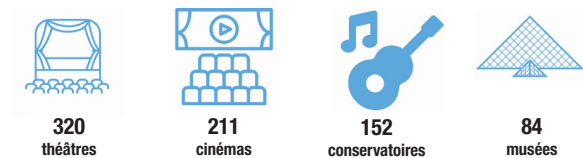
Coupe du Monde de Tennis de table
Disney Events Arena
Marne-la-Vallée



Championnat d'Europe de handball féminin
demi-finales et finale
à l'AccorHotels arena
Paris

© IRDS mars 2017
source : IRDS

Équipements de loisirs



Source : Insee, Base permanente des équipements (BPE)



Pour la réussite de tous les projets

Groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique, la Caisse des Dépôts et ses filiales se mobilisent pour répondre aux enjeux :

- du financement des entreprises,
- du logement,
- de la transition écologique et énergétique,
- du financement des infrastructures, du tourisme et des transports,
- de la protection des personnes, de la gestion des mandats et de la sécurisation des dépôts,
- et de la transition numérique.

@CaissedesDepots
www.groupecaissedesdepots.fr

Direction régionale Ile-de-France
2 avenue Pierre Mendès-France
75648 Paris Cedex 13
01 49 55 68 82



GLOSSAIRE

Appareil productif

Entreprise (définition retenue par Eurostat) : une entreprise est une unité organisationnelle de production de biens et services marchands jouissant d'une autonomie de décision. L'unité légale correspondant à la notion d'entreprise est identifiée par son numéro Siren dans le répertoire Sirene. L'entreprise est matérialisée par son établissement siège social. Sont exclus de cette définition, notamment, les institutions et services de l'État et des collectivités territoriales, les associations, les hôpitaux et les unités bénéficiant de transferts financiers publics.

Établissement : une entreprise exerce son activité dans un ou plusieurs établissements géographiquement distincts. Un établissement est repéré par une adresse. À une adresse donnée, une entreprise n'a qu'un seul établissement.

Emploi

Estimations trimestrielles : elles sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement de la statistique établie par les Urssaf. L'Insee interroge directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. En ce qui concerne l'emploi intérimaire, l'indicateur est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques).

Chômeur au sens du BIT : personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond en même temps à trois conditions : être sans emploi durant une semaine de référence, être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours, chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active.

Taux de chômage localisés : les taux de chômage régionaux ou départementaux sont estimés à partir d'une méthodologie qui utilise à la fois les données annuelles de l'enquête emploi en continu et les DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois) de Pôle emploi. La cohérence entre les deux sources est assurée à présent de façon trimestrielle et non plus annuelle. Ces taux ne sont pas des taux de chômage au sens du BIT.

Les données, en moyenne trimestrielle, sont corrigées des variations saisonnières.

Chômeur de longue durée : personne au chômage depuis au moins un an.

Champ Pôle emploi : champ d'observation de l'emploi salarié qui comprend les salariés de tous les établissements du secteur privé industriel et commercial employant au moins une personne sous contrat de travail. Les fonctionnaires de l'État, des collectivités locales et le personnel des établissements publics à caractère administratif,

les artistes et les salariés des établissements publics à caractère industriel et commercial ne sont pas comptabilisés dans ce champ par Pôle emploi. Le taux de couverture des statistiques Unédic était de 70 % de l'emploi salarié régional recensé au RGP 1999.

Champ Acoess : couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'État ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Il est très proche de ceux de l'Unédic (hors grandes entreprises nationales) et de l'Insee (qui inclut l'emploi à domicile). Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité sociale agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans les industries agroalimentaires (IAA), le commerce de gros et les services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale.

Catégories de demandeurs d'emploi : pour les analyses statistiques, les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont présentées en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois).

Taux d'activité : proportion de la population active (actifs ayant un emploi et chômeurs) dans la population totale correspondante.

Revenus

Excédent brut d'exploitation : solde du compte d'exploitation pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

Revenu mixte : solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles.

Revenu moyen imposable par foyer fiscal : il représente le total des revenus déclarés du foyer fiscal (salaires, pensions, rentes, revenus fonciers...) diminué des abattements forfaitaires et des charges déductibles (frais de garde, pensions alimentaires...).

Foyers fiscaux imposables : personnes ayant un impôt à acquitter ou qui ne bénéficient pas d'un remboursement total des crédits d'impôt dont ils disposent.



L'Insee, des missions et des compétences au service du débat public

L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (Insee) est une administration qui collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur la France et ses régions.

Ses domaines de compétence sont la démographie, l'économie, l'emploi, les conditions de vie, la connaissance des territoires.

Tous les acteurs, collectivités locales, services de l'État, entreprises, médias, associations, enseignants, etc., peuvent utiliser les informations de l'Insee, notamment pour prendre des décisions et établir des prévisions.

L'Insee garantit la confidentialité des données recueillies et la qualité des résultats diffusés.

L'Insee en Ile-de-France : 275 personnes en action y compris les enquêteurs

Installé à Saint-Quentin-en-Yvelines, l'Insee Ile-de-France est une direction régionale de l'Insee. Elle contribue à la production statistique nationale de l'Insee, produit, analyse et diffuse l'information au niveau local pour une meilleure connaissance de la région francilienne et de ses territoires.

L'Insee Ile-de-France : une ressource d'appui à la décision

Cette activité d'analyse, à vocation publique, est engagée en partenariat conventionné avec les acteurs publics locaux (collectivités locales, services de l'État, chambres consulaires, observatoires régionaux, agences d'urbanisme et de développement, etc.).

L'Insee Ile-de-France : producteur d'une information de référence

- Le recensement de la population sur le territoire francilien. Chaque année, 466 communes de la région sont recensées en partenariat avec les mairies.
- Des enquêtes auprès de 16 000 ménages franciliens, réalisées chaque année sur des thèmes tels que l'emploi, le logement, le transport, etc.
- Des enquêtes auprès des entreprises et collectivités locales.
- L'exploitation de fichiers administratifs à des fins statistiques.
- L'utilisation de données issues d'un réseau de production Insee :
 - . le répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) ;
 - . le répertoire d'état civil ;
 - . les déclarations annuelles de données sociales (DADS) ;
 - . etc.

L'Insee Ile-de-France : l'information par excellence

Sur www.insee.fr votre information régionale, complète et actualisée :

- . des données pour connaître les grandes tendances économiques et sociales ;
- . des études pour comprendre et accompagner le débat régional et local ;
- . une information trimestrielle sur la conjoncture régionale ;
- . des dossiers thématiques et un bilan annuel économique de la région.

Pour toute définition ou nomenclature, vous pouvez consulter le site de l'Insee à l'adresse :

www.insee.fr/fr/metadonnees/definitions

Définition des types de centres commerciaux

c.c. régional : centres commerciaux de plus de 80 000 m² de surface commerciale et principaux centres commerciaux de villes nouvelles.

c.c. interdépartemental : centres commerciaux comprenant un hypermarché dont la surface commerciale est comprise entre 40 000 et 68 000 m².

c.c. intercommunal : centres commerciaux comprenant un hypermarché dont la surface commerciale est comprise entre 20 000 et 40 000 m².

c.c. spécialisé : autres centres commerciaux sans locomotive alimentaire orientés vers l'équipement de la personne, de la maison, ect. (à partir de 5 000 m²).



Population

- **La taille moyenne des ménages franciliens est désormais supérieure à celle de la province**, N. Couleaud et T. Poncelet (Insee Île-de-France), P. Louchart (IAU îdF), P. Viot (Apur), É. Chometon (DRIEA), *Insee Analyses Ile-de-France*, n° 41, octobre 2016
- **12 millions de Franciliens au 1^{er} janvier 2014**, N. Laroche, *Insee Flash Ile-de-France*, n° 15 janvier 2017.

Économie générale

- **Les trajectoires de l'économie francilienne, constats et enjeux**, P. Leroi, IAU îdF, mars 2016.
- **Bilan économique 2015 de l'Île de France**, Insee Ile-de-France, mai 2016.
- **Le marché immobilier francilien parmi les plus chers d'Europe**, M. Le Priol, *Enjeux Ile-de-France*, n° 185, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, septembre 2016.
- **Un cumul études-emploi plus fréquent et des diplômes plus élevés pour les jeunes Franciliens nés en province**, D. de Oliveira et C. Martinez, *Insee Analyses Ile-de-France*, n° 44, novembre 2016.
- **L'économie francilienne en 2025 : ruptures à venir et leviers d'action**, C. Camors (IAU îdF), C. Dartiguepeyrou (Uniqueness) et S. Sauvage (Adeo), *Note rapide Économie*, n° 742, IAU îdF, mars 2017.
- **La Catalogne et l'Île-de-France à l'heure du retour de la croissance**, M. Le Priol, *Enjeux Ile-de-France*, n° 191, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, mai 2017.

Emploi et revenus

- **25 000 emplois créatifs créés en cinq ans dans la métropole parisienne**, A. Casarotti et L. Pichard (Insee Ile-de-France), S. Renouvel et S. Roger (Apur), *Insee Analyses Ile-de-France*, n° 33, avril 2016
- **Démographie : l'emploi et la formation, moteurs de l'attractivité francilienne**, Y. Caenen et C. Martinez (Insee Île-de-France), P. Louchart (IAU îdF), *Note rapide Société-Habitat*, n° 743, IAU îdF, mars 2017

Entreprises

- **Trois entreprises franciliennes sur quatre sont toujours en activité trois ans après leur création**, Y. Burfin (Crocis), J.-W. Berthelot et C. Calvier (Insee Ile-de-France), *Enjeux Ile-de-France* n° 182, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, mai 2016.
- **Quel dynamisme et quelle résilience des entreprises en Île-de-France ?**, Y. Burfin (Crocis), C. Alexandre-Caselli (CCI Paris Ile-de-France) et F. Paquette (Ellisphere), *Baromètre de l'entrepreneuriat en Île-de-France*, CCI Paris Ile-de-France, octobre 2016.
- **La petite couronne au cœur des transferts d'établissements franciliens**, Y. Burfin (Crocis), C. Calvier et L. Pichard (Insee Ile-de-France), C. Camors et V. Gollain (IAU îdF), *Enjeux Ile-de-France*, n° 188, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, février 2017
- **Les officines de pharmacie en Ile-de-France : un modèle économique à réinventer**, B. Gualbert, *Enjeux Ile-de-France*, n° 190, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, avril 2017.

Secteurs d'activités

- **Comment améliorer la performance logistique du e-commerce, Le B2C et son fonctionnement logistique en Île-de-France**, C. Delaporte, C. Ropital, C. Tarquis et P. Vétois, IAU îdF, mars 2016.
- **Économie numérique : 80 % des établissements franciliens concentrés en cœur d'agglomération**, C. Godonou, (Insee Ile-de-France), S. Renouvel et S. Roger (Apur), C. Camors et O. Soulard (IAU îdF), F. Dezenaire (Direccte Ile-de-France), *Insee Analyses Ile-de-France*, n° 30, mars 2016.
- **L'industrie chimique francilienne : entre innovation et développement durable**, J. Tuillier en partenariat avec l'U.I.C., *Enjeux Ile-de-France*, n° 184, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, juillet 2016.
- **L'usine du futur : un retour vers l'urbain ?** T. Petit, *Note rapide Économie*, n°726, IAU îdF, septembre 2016.
- **L'Île-de-France, centre névralgique de l'industrie du logiciel**, B. Gualbert, *Enjeux Ile-de-France*, n° 186, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, octobre 2016.
- **L'aéronautique et l'automobile, fers de lance du commerce extérieur francilien**, Y. Burfin, *Enjeux Ile-de-France*, n° 187, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, novembre 2016 .
- **Comment améliorer la performance logistique du e-commerce, Pratiques d'achats et livraisons sur internet des Franciliens**, D Brajon, C.Ropital, C. Delaporte et C. Tarquis, IAU îdF, novembre 2016.
- **Un secteur agroalimentaire porté par le commerce de gros en Ile-de-France**, Sabrina Abdelmalek (Insee Ile-de-France), Annie Kirthichandra et Rigobert Moloufoukila (DRIAAF), *Insee Analyses Ile-de-France*, n° 46, novembre 2016.
- **La filière parfumerie-cosmétique francilienne, dynamique et innovante**, J. Tuillier, *Enjeux Ile-de-France*, n° 189, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, mars 2017.

Enseignement, apprentissage et recherche

- **Recherche et innovation : l'Île-de-France en quête de reconnaissance mondiale**, O. Soulard. *Note rapide Économie*, n° 733, IAU îdF, décembre 2016.

Logement

- **500 000 ménages franciliens consacrent plus du tiers de leurs revenus à leur logement**, M. Anglard (DRIHL), J. Bellidenty et L. Trigano (Insee Ile-de-France) et E. Pagès (DRIHL), *Insee Analyses Ile-de-France*, n° 42, octobre 2016.
- **Les conditions de logement en Ile-de-France. Édition 2017 d'après l'enquête Logement 2013**, S. Jankel et S. Roger (APUR), J. Losier et P. Monier (DRIEA), M. Anglard et E. Pagès (DRIHL), J. Bellidenty, N. Boussad, et L. Trigano (Insee Ile-de-France), C.-A. Bernard (CSTB), J.-J. Guillouet et P. Pauquet (IAU îdF), mars 2017.

Infrastructures et transport

- **Adapter la mobilité aux nouveaux modes de travail**, M. Bouleau et P. Leroi, *Note rapide Mobilité*, n° 740, IAU îdF, février 2017.

Environnement

- **L'environnement en Île-de-France**, *Memento 2015*, IAU îdF, juin 2016.
- **Chaleur sur la ville**, E. Cordeau, IAU îdF, août 2016.
- **Emplois et transition écologique, tome 3. Spécificités et potentiels en Île-de-France**, C. Lopez, C. Camors et P. Leroi, IAU îdF, octobre 2016.
- **Une métropole à ma table - L'Île-de-France face aux défis alimentaires**, *Les cahiers*, n° 173, IAU îdF, mars 2017.
- **Territoire inondable, l'aléa inondation en Île-de-France**, L. Faytre, IAU îdF, avril 2017.

Tourisme

- **L'accueil des grands événements, un enjeu stratégique pour l'Île-de-France**, M. Le Priol, C.Hortus, J.-M. Nays et E. Rodier, *Enjeux Ile-de-France*, n° 183, Crocis de la CCI Paris Ile-de-France, juin 2016.
- **Rencontres et événements d'affaires à Paris Île-de-France - édition 2016**, J.-M. Nays, CCI Paris Ile-de-France, octobre 2016.
- **Mieux comprendre les événements d'affaires : Foires, salons et congrès, une filière d'excellence française et francilienne confrontée à une concurrence de plus en plus vive**, C. Hortus, E. Rodier, CCI Paris Ile-de-France, novembre 2016.
- **Fréquentation touristique de l'été 2016 : Les deux tiers du repli national imputables à l'Île-de-France**, D. Rabadeux, *Insee Flash Ile-de-France*, n° 13, novembre 2016.

Sport et loisirs

- **Le sport, gisement d'activités et d'emplois**, L. Thévenot (IAU îdF), *Dossier de l'IRDS*, n° 35, décembre 2016.

« Chiffres-clés de la région Île-de-France » existe également en version internationale « Paris Region Key Figures » (anglais et mandarin) N'hésitez pas à les commander à l'adresse : crocis@cci-paris-idf.fr



LIENS UTILES

Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos) ... www.acoss.fr/home/observatoire-economique/donnees-statistiques.html
 Aéroports de Paris www.parisaeroport.fr/groupe/finances/reactions-investisseurs/trafic
 Agence BIO www.agencebio.org/la-bio-dans-les-regions
 Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies www.arenidf.org
 Airparif www.airparif.asso.fr
 Bruitparif www.bruitparif.fr
 Candidature française à l'Exposition universelle 2025 www.expofrance2025.com
 Candidature de Paris aux Jeux Olympiques 2024 www.paris2024.org/fr
 Centre régional d'observation du commerce et des services (CROCIS) de la CCI Paris Ile-de-France www.crocis.cci-paris-idf.fr
 Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France (CCI Paris Ile-de-France) www.cci-paris-idf.fr
 Comité des constructeurs français d'automobiles www.ccf.fr/publications
 Comité régional du tourisme Paris Île-de-France pro.visitparisregion.com/chiffres-tourisme-paris-ile-de-france/frequentation-touristique-paris
 Conseil régional d'Île-de-France www.iledefrance.fr/territoire/carte-identite
 Défis métiers, le CARIF-OREF francilien www.defi-metiers.fr/
 Direction générale des douanes et droits indirects (statistiques) lekiosque.finances.gouv.fr/Appchiffre/portail_default.asp
 Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi en Île-de-France (Direccte) idf.direccte.gouv.fr/Etudes-et-statistiques
 Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France (DRIAAF) driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/DONNEES
 Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) Île-de-France www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/donnees-r627.html
 Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA) Île-de-France www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr
 Eurostat ec.europa.eu/eurostat/data/database
 Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU idF) www.iau-idf.fr
 Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) www.insee.fr
 Institut régional de développement du sport www.irds-idf.fr
 Métropole du Grand Paris www.metropolegrandparis.fr
 Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement www.developpement-durable.gouv.fr
 Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie www.economie.gouv.fr
 Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative www.education.gouv.fr/pid25496/statistiques.html
 Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid24683/l-enseignement-superieur-en-chiffres.html
 Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/
 Observatoire régional de santé (ORS) Île-de-France www.ors-idf.org
 Paris Region Entreprises (PRE) investparisregion.eu
 Portail de l'État au service des collectivités www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales
 Ports de Paris [www.haropaports.com/fr/paris?](http://www.haropaports.com/fr/paris?SIT@DEL2)
 SIT@DEL2 www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/sit-del-2-r202.html
 Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF) www.stif.info



IAU ÎLE-DE-FRANCE

AGENCE RÉGIONALE

LES ESPACES ONT BESOIN D'IDÉES

LE THINK LAB DES PROCESSUS DE MÉTROPOLISATION UNE OFFRE DE SERVICES ADAPTÉE AU PLUS PRÈS DES TERRITOIRES

Transition numérique, changement climatique, économie créative, gouvernance métropolitaine, résilience urbaine, mobilités collaboratives, écosystèmes innovants... Dans un monde qui bouge, les experts de l'IAU, spécialistes au parcours exigeant, font dialoguer toutes les disciplines pour explorer et décrypter le monde actuel et ses métamorphoses.

UN BIEN COMMUN QUI SE PARTAGE

Open data, cartes interactives, Wikimaps collaboratives, éditions, chroniques, newsletter : tous les travaux de l'IAU sont en ligne.



www.iau-idf.fr



INSTITUT
D'AMÉNAGEMENT
ET D'URBANISME



L'INSTITUT D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
EST UNE FONDATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE PAR DÉCRET DU 2 AOÛT 1960.
15, RUE FALGUIÈRE - 75740 PARIS CEDEX 15 - TÉL. : 01 77 49 77 49

Cet ouvrage a été réalisé par :

- la chambre de commerce et d'industrie de région Paris - Île-de-France (CCI Paris Ile-de-France), présidée par Didier KLING ;
- l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAU Île-de-France), dirigé par Fouad AWADA ;
- et la direction régionale d'Île-de-France de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee Ile-de-France), dirigée par Marie-Christine PARENT.

Directeur de la publication

Étienne GUYOT, directeur général de la CCI Paris Ile-de-France

Directeur de la rédaction

France MOROT-VIDELAINE, directrice générale adjointe en charge de la vie institutionnelle et des études, CCI Paris Ile-de-France

Conception et rédaction

Yves BURFIN (CCI Paris Ile-de-France / Crocis)
Vincent GOLLAIN (IAU Île-de-France / Dép. Économie)
Séverine KOLODZIEJ (Insee Ile-de-France)
Olivier LEON (Insee Ile-de-France)
Isabelle SAVELLI (CCI Paris Ile-de-France / Crocis)
Christine TARQUIS (IAU Île-de-France / Dép. Économie)

Maquette

Vay OLLIVIER (IAU Île-de-France)

Cartographie

Pascale GUÉRY (IAU Île-de-France / Dép. Économie)

Mise en page

Nathalie PAGNOUX (CCI Paris Ile-de-France / Crocis)

Impression

Productions Diffusions Imprimées - Saint-Ouen-l'Aumône (95)

Photo couverture © DRIEA

© Copyright CCI Paris Ile-de-France / IAU Île-de-France / Insee Ile-de-France - Juin 2017



TPE PME

LA RÉGION VOUS SOUTIENT



POUR DÉVELOPPER
VOTRE ENTREPRISE & SOUTENIR
VOTRE CROISSANCE



POUR FINANCER
VOS PROJETS D'INNOVATION



POUR SURMONTER
VOS DIFFICULTÉS

Découvrez les aides financières de la Région
sur www.iledefrance.fr/aides-entreprises



L'ECONOMIE EN ILE-DE-FRANCE :

chiffres, analyses, tendances



Le **CROCIS** étudie **l'économie francilienne** et produit des **analyses chiffrées** et commentées nécessaires à une meilleure connaissance de la région.

Il met le savoir-faire de ses **experts en analyse économique et territoriale** à disposition des **entreprises, organismes ou collectivités** dans le cadre de prestations sur mesure d'appui méthodologique (enquêtes, veille, montage d'un observatoire économique...).

Pour toute demande d'information ou de devis : crocis@cci-paris-idf.fr
www.crocis.cci-paris-idf.fr

suivez-nous
@CROCIS_CCI_IDF



Accélérer la croissance, 1 mission, 5 leviers

- AGIR POUR L'ENTREPRISE**
 - 230 000 dossiers de formalités d'entreprises traités dans les CFE
 - 100 000 porteurs de projet accompagnés pour la création de leur entreprise
- RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ**
 - Plus de 700 000 m² de surface d'exposition
 - 10 millions de visiteurs
 - 5,5 mds de retombées économiques
- RÉVÉLER LES TALENTS**
 - 21 écoles
 - 31 300 jeunes formés dont 14 225 en apprentissage
 - 30 000 adultes en formation continue
- S'OUVRIR A L'INTERNATIONAL**
 - Près de 5 300 entreprises conseillées
 - 300 000 formalités traitées
 - Près de 8 000 étudiants internationaux sur le campus CCI
- ÉCLAIRER LES MUTATIONS**
 - 3 centres d'études et de recherche
 - Plus de 40 études, rapports et prises de position
 - 30 publications éditées

0 820 012 112 Service 0,12 € / min + prix appel

cci-paris-idf.fr



ICI, LE GROUPE EDF DÉPLOIE DÉJÀ DE NOUVEAUX SERVICES POUR RENDRE VOTRE VILLE PLUS INTELLIGENTE.

Bornes de recharge pour faciliter la circulation de l'automobile électrique, éclairage intelligent qui ne se déclenche qu'en cas de besoin, réseaux de chaleur issus du recyclage d'énergie... La liste des innovations du groupe EDF pour rendre la ville plus intelligente est longue. Et ça n'est pas près de s'arrêter.
Notre avenir est électrique, et il est déjà là.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

edf.fr



27, avenue de Friedland
75382 Paris Cedex 08
0820 012 112 (0,12 euros/min.)
www.cci-paris-idf.fr

CCI TERRITORIALES



1, avenue Johannes Gutenberg - Serris
77776 Marne-la-Vallée Cedex 4
01 74 60 51 00
www.seineetmarne.cci.fr



2, cours Monseigneur Romero
91004 Évry
01 60 79 91 91
www.essonne.cci.fr

CCI DÉPARTEMENTALES



CCI PARIS
PARIS ILE-DE-FRANCE
2, place de la Bourse
75002 Paris



CCI VERSAILLES-YVELINES
PARIS ILE-DE-FRANCE
21, avenue de Paris
78000 Versailles



CCI HAUTS-DE-SEINE
PARIS ILE-DE-FRANCE
5, place Nelson Mandela
92729 Nanterre



CCI SEINE-SAINT-DENIS
PARIS ILE-DE-FRANCE
191, avenue Paul Vaillant Couturier
93000 Bobigny



CCI VAL-DE-MARNE
PARIS ILE-DE-FRANCE
8, place Salvador Allende
94011 Créteil



CCI VAL-D'OISE
PARIS ILE-DE-FRANCE
Cap Cergy - Bâtiment C1
35, boulevard du Port
95000 Cergy



INSTITUT
D'AMÉNAGEMENT
ET D'URBANISME
#IledeFrance



Insee
Mesurer pour comprendre
Ile-de-France